

À l'occasion du 1er Novembre :

De Singapour à l'Europe, des chefs d'État saluent la diplomatie algérienne

P-02

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION /Lundi 10 Novembre 2025//N° 1201// PRIX 20DA

Entre resserrement budgétaire et objectifs de croissance

Il veut un groupe mature et ambitieux

Bougherra fixe ses priorités et affiche ses choix

P-16



p- 03

Le PLF 2026 passé à la moulinette parlementaire



Le projet de loi de finances 2026 est passé au crible. Entre amendements visant à renforcer l'équité fiscale, soutien aux jeunes entrepreneurs et préservation du pouvoir d'achat, le PLF2026 se veut à la fois rigoureux et prudentiel.

Fin de l'ère Retailleau : Paris change de ton

P-04

Une filière à haute valeur économique

P-05

La pistache, nouveau moteur de l'agriculture

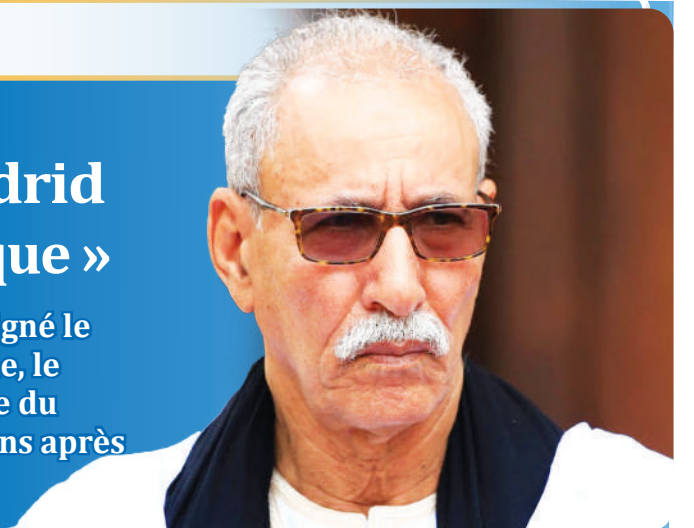


Il dénonce les trahisons du passé

Brahim Ghali qualifie l'accord de Madrid de « grave erreur historique »

Brahim Ghali dénonce l'accord tripartite, signé le 14 novembre 1975 à Madrid entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie prévoyant le partage du Sahara occidental entre ces deux pays voisins après la sortie des troupes espagnols.

P-04



À l'occasion du 1er Novembre

De Singapour à l'Europe, des chefs d'État saluent la diplomatie algérienne

À l'occasion du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu une série de messages de félicitations émanant de chefs d'État et de dirigeants du monde entier. Ces messages mettent en avant à la fois l'héritage historique de la Révolution algérienne et le rôle diplomatique actuel de l'Algérie, fondé sur la souveraineté, la solidarité internationale et le respect mutuel.



Par Younes B.

Ainsi, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu un message de vœux du président de la République de Singapour, M. Tharman Shanmugaratnam. Dans son message, M. Tharman Shanmugaratnam a adressé au président de la République, en son

nom et au nom du peuple singapourien, ses "chaleureuses félicitations", souhaitant "une paix et une prospérité durables à l'Algérie et à son peuple". Le chef de l'Etat a reçu également un message du président de la République fédérale d'Allemagne, Frank-Walter Steinmeier. Ce dernier a souligné dans son message « la solidité des liens qui unissent les deux pays depuis de longues années ». Berlin considère, a-t-il rappelé, «

l'Algérie comme un partenaire fiable » et entend demeurer « aux côtés de l'Algérie, parallèlement aux efforts conjoints visant à réaliser le développement durable et à approfondir la coopération bilatérale ». Le président allemand a adressé à son homologue ses vœux de « santé et de bien-être », souhaitant « paix et prospérité » au peuple algérien. Du monde arabe, les messages ont été empreints d'une fraternité affirmée. L'Émir du Koweït, Cheikh Mehaal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, a exprimé son souhait de voir « se poursuivre le développement des relations fraternelles unissant les deux pays et peuples frères », tout en adressant ses vœux de santé et de succès au président Tebboune et de prospérité à l'Algérie. Dans le même esprit, le vice-émir du Qatar, Cheikh Abdullah bin Hamad Al Thani, a salué « la fête nationale glorieuse de la République algérienne démocratique et populaire », souhaitant à l'Algérie « davantage de progrès et de prospérité » et adressant ses salutations « respectueuses » au chef de l'État. Du côté européen, le président de la République de Pologne, Karol Nawrocki, a fait part de son « attachement au développement de la coopération avec l'Algérie », qu'il a qualifiée de « partenaire majeur de la Pologne en Afrique ». Tout en félicitant le peuple algérien, il a exprimé le vœu de voir les deux pays approfondir leur partenariat face aux défis mondiaux. Le président hongrois Tamás Solyom a, pour sa part, exprimé sa satisfaction quant au niveau actuel des relations bilatérales et son intention de « poursuivre le travail commun pour relever les défis actuels en élargissant la coopération dans de nouveaux domaines ». Le président slovaque Peter Pellegrini a mis en avant « les liens historiques et amicaux » entre Alger et Bratislava, évoquant la possibilité d'un renouveau diplomatique à travers la réouverture des ambassades respectives. La présidente slovène Nataša Pirc Musar a réitéré ses vœux de progrès et de prospérité pour l'Algérie, saluant « l'excellence des relations bilatérales » et exprimant son

engagement à « renforcer la coopération dans tous les domaines d'intérêt commun ». De Sofia, le président bulgare Roumen Radev a salué la politique étrangère équilibrée de l'Algérie, qu'il considère comme un facteur de stabilité régionale, exprimant le souhait de « consolider les relations historiques et économiques entre les deux pays ». Le président zambien Hakainde Hichilema a, de son côté, insisté sur « l'importance de la coopération entre l'Algérie et la Zambie au niveau africain et au sein des Nations unies », tout en soulignant le soutien d'Alger dans le domaine de l'éducation et de la formation. Le président biélorusse Alexandre Loukachenko a adressé un message marqué par une tonalité politique forte, saluant « le rôle de l'Algérie dans la défense de la souveraineté nationale et dans la promotion d'une coopération internationale fondée sur le respect mutuel et la non-ingérence ». En Asie, le président indonésien Prabowo Subianto a tenu à rappeler la dimension historique des relations entre Alger et Jakarta, vieilles de plus de soixante ans. Il a qualifié cette amitié de « socle stratégique pour élargir la coopération bilatérale dans tous les domaines », réaffirmant sa confiance dans le renforcement continu des relations entre les deux nations issues du Mouvement des non-alignés. Enfin, le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, a rendu hommage « aux héros de la Révolution algérienne » et salué « le rôle d'Alger dans la consolidation de la solidarité arabe et la promotion du travail arabe commun ». Il a rappelé que l'Algérie, par sa position constante sur les causes justes, notamment la cause palestinienne, demeure une voix respectée et écoutée dans le monde arabe et sur la scène internationale. À travers ces messages venus de tous les continents, c'est à la fois le souvenir de la lutte de libération et le poids diplomatique actuel de l'Algérie qui sont mis à l'honneur. La commémoration du 1er Novembre confirme la place de l'Algérie comme acteur souverain, solidaire et incontournable dans le concert des nations.

Y.B.

Génération montante

La jeunesse, moteur du renouveau

Par Kader M.

Lui tenant tellement à cœur, la jeunesse semble constituer réellement le projet du président de la République. Conscient de ses capacités de tenir les rênes du pays et assurer la relève, ce dernier semble opérer un véritable renouvellement générationnel, doucement mais sûrement. Cela illustre une volonté réelle et claire de faire confiance aux jeunes compétences et de leur permettre de contribuer directement au développement du pays. En effet, depuis son accession à la tête de l'Etat, le président de la République est profondément convaincu que la locomotive du développement de la nouvelle Algérie, qui lui est si chère, nécessite une véritable force motrice que représente la jeunesse. De ce fait, le président n'a ménagé aucun effort quant à lui ouvrir les portes à toute participation politique, économique et sociale. Pour cela, le climat et l'environnement propices à l'innovation et à la créativité lui ont été assurés par les textes, notamment la Constitution de 2020. Cette dernière, qui a mentionné le mot jeunesse dans le préambule, l'a repris encore onze fois, dénotant ainsi l'importance et l'intérêt particulier accordés par le président de la République à cette frange de la population, voire ce capital de la nation. Ainsi, l'énorme potentiel de la masse juvénile est consacré par la Constitution, qui réaffirme aussi la détermination de l'Etat quant à son association effective à toute action visant l'édification de l'Algérie et la sauvegarde des intérêts des générations

futures, en lui garantissant une formation de qualité assurée par les institutions de l'Etat et la société. Cette orientation est renforcée par l'article 73 de la Constitution, qui engage l'Etat à assurer la mobilisation des moyens matériels et institutionnels nécessaires quant à développer les capacités de la jeunesse et encourager ainsi son potentiel créatif et sa participation à la vie politique. Laquelle Constitution a permis la mise en place du cadre de création du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), qui a pris forme en 2022. Présidé par Mustapha Hidaoui, qui est également le ministre de la Jeunesse, ce Conseil ayant pour mission primordiale le renforcement de la participation des jeunes à la vie publique, le développement de leurs compétences et de faire part de leurs préoccupations aux ministères. La promotion de la jeunesse prônée par le chef de l'État s'est traduite par la nomination de jeunes cadres à des postes de responsabilité divers. Il s'agit notamment de ministres, secrétaires d'État, ambassadeurs, walis ou encore responsables d'institutions nationales. Ce renouvellement générationnel, effectué en douceur, illustre bel et bien la volonté claire, voire recherchée, quant à faire confiance aux jeunes compétences et à leur donner la chance de contribuer directement au développement du pays. D'autre part, la loi électorale de 2021 s'inscrivant dans la même dynamique, contient des dispositions visant à encourager les candidatures indépendantes des jeunes à participer à la vie politique, à travers, notamment, la prise en charge des frais de leurs campagnes électorales. Dans le cadre du soutien aux jeunes candidats, la même loi a prévu aussi

l'attribution du dernier siège à pourvoir, lorsque deux ou plusieurs listes obtiennent un nombre égal de suffrages, à la liste dont la moyenne d'âge des candidats est la plus jeune. Des mesures audacieuses destinées à l'accompagnement des jeunes dans leurs projets et à l'intégration, dans certains cas, de leurs activités dans l'économie formelle ont été prises au plan économique par le président de la République. Il s'agit, notamment, de l'instauration du statut d'auto-entrepreneur, au demeurant une avancée majeure facilitant la création d'activités économiques individuelles et encourageant l'esprit d'initiative. Dans le même contexte du statut d'auto-entrepreneur, il est permis aux jeunes, particulièrement ceux exerçant dans le commerce informel dit du « cabas », d'intégrer leurs activités dans le circuit commercial officiel. Plus encore, le chef de l'État a procédé à la mise en place d'une politique d'encouragement des start-up par des mesures d'incitation fiscale, d'accès facilité aux marchés publics, des financements directs et indirects, et ce, à travers un fonds de soutien. De ce fait, le gouvernement a lancé sous son impulsion en 2020, un programme national intitulé Algeria Disrupt, entièrement dédié aux start-up et à l'écosystème local de l'innovation. La même logique de promotion de la place de la jeunesse dans l'économie nationale a permis la création de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat et la mise en place de centres de développement de l'entrepreneuriat et d'incubateurs de start-up. Ces structures et agences jouent un rôle déterminant dans l'accompagnement des jeunes porteurs de

projets, en leur offrant les outils nécessaires à la concrétisation de leurs idées et à la réussite de leurs entreprises. Faisant de l'innovation scientifique et technologique un axe central de son programme pour la masse juvénile, le chef de l'état a institué le Prix du président de la République pour le Chercheur innovant, et ce, afin de valoriser les chercheurs dont les travaux contribuent au développement scientifique, technologique et socioéconomique de l'Algérie. Reflétant la volonté des pouvoirs publics de stimuler la recherche de pointe et d'encourager les jeunes talents à s'investir dans les domaines stratégiques de l'avenir, la première édition de ce prestigieux prix eut lieu en mai 2025. Elle a permis de récompenser les travaux de six lauréats. L'encouragement du Président s'étend également aux jeunes sportifs et artistes, à travers des dispositifs de soutien et d'appui, voire même les jeunes primo-demandeurs d'emploi. Ces derniers touchent une allocation chômage, en attendant leur insertion professionnelle. Enfin, en choisissant de placer la jeunesse au centre de son action, le Président Tebboune a réussi à tracer les contours d'une Algérie nouvelle, misant sur la compétence, la créativité et la confiance en la génération montante, et ce, à travers les réformes structurelles engagées. Il s'agit des dispositifs d'appui à l'entrepreneuriat, de la valorisation de la recherche et l'intégration des jeunes dans la gouvernance, par lesquels le Chef de l'État a confirmé que l'avenir de l'Algérie s'écrira avec et par sa jeunesse.

K.M.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : **agence.regie@anep.com.dz**
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

Entre resserrement budgétaire et objectifs de croissance

Le PLF 2026 passé à la moulinette parlementaire

A quelques coudées de sa signature par le président de la république, M. Abdelmadjid Tebboune, le projet de loi de finances 2026 subit actuellement les dernières retouches, parlementaires en fait, avec son passage à la moulinette des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN).



■ Par Merouane Korso

Ainsi, pas moins de 258 demandes d'intervention ont été recensées par le bureau de l'APN pour débattre des dispositions du PLF 2026 par les députés, qui devront ainsi passer par des nuits blanches pour examiner tous les amendements introduits dans le texte initial. Hier, le ministre des Finances était donc l'hôte des députés devant lesquels il a exposé les grandes dispositions de son texte, alors que la commission des finances et du budget de l'Assemblée nationale a exposé son rapport préliminaire sur le texte, avec des amendements proposés visant à améliorer la lisibilité des dispositions légales et à renforcer l'équité fiscale. Hier donc, c'était le début des débats en plénière sur le PLF 2026, en particulier sur les amendements introduits. Si les députés, comme d'habitude, pinaillent sur les formes linguistiques du texte (correction de 32 articles), sur le fond, les amendements ont introduit plusieurs mesures importantes, dont la clarification des mécanismes d'application de l'impôt sur la fortune. Le texte donc confirme le renforcement des sanctions fiscales en matière d'évasion, notamment en cas d'actes frauduleux, les peines encourues seront alourdies lorsque les infractions s'inscrivent dans une organisation structurée, impliquant plusieurs acteurs ou recourant aux technologies de l'information et de la communication. La mesure la plus importante ayant fait l'objet d'un amendement est contenue dans les nouvelles dispositions où figure la mise en place d'une procédure exceptionnelle de régularisation fiscale volontaire, ouverte jusqu'au 31 décembre 2026. Cette régularisation fiscale volontaire permettra aux contribuables de déclarer leurs revenus de manière simplifiée et de s'acquitter d'un impôt forfaitaire

de 10 %, sans pénalités, tout en bénéficiant d'une immunité contre toute poursuite judiciaire ultérieure. Une mesure importante en direction des citoyens et opérateurs privés pour régulariser leurs comptes et améliorer les recettes fiscales de l'Etat. D'autre part, les amendements introduits au texte initial du PLF 2026 portent sur la révision des mécanismes de perception du droit de consommation sur les carburants, avec un élargissement des exonérations au profit des véhicules appartenant aux entreprises publiques algériennes établies à l'étranger, ainsi qu'aux représentations diplomatiques et organisations internationales. De plus, les exonérations douanières et fiscales seront étendues aux moutons et bovins vivants importés à l'occasion des fêtes de l'Aïd el-Adha 2025 et 2026, afin de maintenir la stabilité des prix et de préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Les ajustements confirment en outre la compétence des juridictions ordinaires pour statuer sur les recours relatifs aux décisions de saisie, tout en précisant la méthode de calcul de la valeur, désormais fixée à « 50 % du prix d'ouverture de l'enchère déterminé par les services des Domaines de l'État ». En outre, une nouvelle procédure d'octroi de concessions foncières sur les terrains relevant du domaine privé de l'État, situés dans les zones d'activités de petite taille, est proposée au profit des jeunes entrepreneurs. Les walis se verront confier la prérogative d'autoriser et d'examiner les demandes localement, sans transmission systématique à la commission nationale supérieure. La commission de l'APN estime que l'ensemble de ces amendements contribuera à renforcer la transparence, la rigueur et l'efficacité des procédures fiscales et douanières. Nul doute que les débats seront chauds au sein de l'hémicycle où certaines dispositions du PLF 2026 seront âprement discutées, sinon revues dans le contexte actuel de préservation du pouvoir d'achat du citoyen, ainsi que

le maintien dans des proportions importantes de l'effort de l'Etat en matière de transferts sociaux. En fait, les PLF 2026, 2027 et 2028, présentés également par le ministère des Finances, est nettement orienté vers un resserrement budgétaire et une attitude prudentielle pour contrer les effets d'un recul des recettes d'exportations d'hydrocarbures et une tendance baissière du commerce extérieur. A fin septembre 2025, les recettes d'exportation d'hydrocarbures de l'Algérie ont atteint 31 milliards de dollars, en baisse de 8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Pour autant, malgré cette contraction des recettes pétrolières, le pouvoir d'achat du citoyen devrait être préservé, tel qu'exigé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Ainsi, le PLF 2026 prévoit au titre des dépenses de l'Etat 136 milliards de dollars, soit 17 636 milliards de dinars. Quant aux prévisions pour les années 2027 et 2028, elles escomptent une progression modérée, respectivement de 17 636 et 18 499 milliards de dinars. Sur la base d'un taux de consommation budgétaire de 70 %, le gouvernement espère réduire le déficit à 12,4 % du PIB en 2026, puis à 11,2 % deux ans plus tard. En outre, le budget de l'Etat est basé sur un prix de référence du baril de pétrole à 60 dollars avec une hypothèse moyenne du prix du marché de 70 dollars sur la période 2026-2028. Les exportations d'hydrocarbures devraient cependant reculer, prévoit le texte, à -2 % en 2026, -0,5 % en 2027 et -2,7 % en 2028. Des prévisions qui vont alors peser sur les équilibres macro-économiques des échanges extérieurs du pays. Par ailleurs, le PLF 2026 prévoit une croissance en hausse du PIB de 4,1 % en 2026, 4,4 % en 2027 et 4,5% en 2028. Les députés auront ainsi du grain à moudre pour peaufiner leurs amendements et éviter des rabotages importants qui ne feraient qu'alourdir l'exécution du PLF 2026.

M.K.

ÉDITORIAL l'EXPRESS

Sous la loupe

■ Par Boualem Alami

Dans le projet de loi de finances 2026, suivi par ceux des années 2027 et 2029, il n'y a pas de grandes manœuvres financières ou des coups d'éclat économistes. Non pas qu'il s'agit d'un texte banal et linéaire, mais que, fondamentalement, il met tout le monde à l'aise : aussi bien le parlementaire qui l'attendait avec fourchette et cisaillies en main pour en raboter les aspérités socialement inconvenantes, ou trop lourdes pour le budget des ménages, que l'initiateur du texte, et, au-delà, ses effets sur le citoyen. En fait, à la base de la philosophie du projet de loi de finances 2026, il y a ces orientations fermes du Président Tebboune, qui a appelé le gouvernement Ghrieb à ne pas toucher, dans les dispositions fiscales touchant le secteur social, le portefeuille des ménages. Lors de la présentation du PLF 2026 en Conseil des ministres, le président de la République, faut-il le rappeler, avait insisté sur la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, la transparence économique et la modernisation des institutions. Ces orientations, on les retrouve globalement dans l'esprit du PLF 2026 qui accorde de larges espaces fiscaux aux secteurs et niches en rapport avec la demande sociale dont les produits de large consommation, les dépenses scolaires, ou les facilités fiscales introduites pour soutenir l'activité économique et faciliter aux petits opérateurs de s'acquitter de leurs redevances fiscales ou de les régulariser sans craindre des sanctions fiscales. Cette mesure a fait l'objet d'un amendement actuellement en cours de discussions à l'APN et qui porte sur la mise en place d'une procédure exceptionnelle de régularisation fiscale volontaire, ouverte jusqu'au 31 décembre 2026. Cette régularisation fiscale volontaire permettra aux contribuables de déclarer leurs revenus de manière simplifiée et de s'acquitter d'un impôt forfaitaire de 10 %, sans pénalités, tout en bénéficiant d'une immunité contre toute poursuite judiciaire ultérieure. Une mesure importante en direction des citoyens et opérateurs privés pour régulariser leurs comptes et améliorer les recettes fiscales de l'Etat. Les facilitations fiscales contenues dans le PLF 2026 vont de concert avec les orientations, en Conseil des ministres, du président de la République quant à la nécessité de ne pas bloquer ou pénaliser les porteurs de projets, ou les investisseurs par des lourdeurs fiscales qui pourraient freiner cette dynamique entrepreneuriale, et donc distraire des niches d'investissements importantes. En plus, le Président Tebboune, lors de la présentation du PLF 2026, avait exigé que le texte ne comporte aucune mesure susceptible de peser sur le pouvoir d'achat des citoyens. Comme il a également exigé du gouvernement qu'il trace "une politique financière claire" pour l'année 2026, afin de garantir "la continuité des flux d'investissements et garantir leur exécution", exigeant d'autre part du gouvernement Ghrieb de "sauvegarder les grands équilibres financiers" et de "maintenir les transferts sociaux" qui englobent les subventions des produits de large consommation. Enfin, la dernière recommandation du Chef de l'Etat a trait à la lutte fiscale et à la lutte contre la fraude, et a instruit le gouvernement de "ne pas instaurer de nouveaux impôts" en 2026 avec la mise en place cependant d'une nouvelle assiette fiscale "non contraignante mais plus efficace pour lutter contre la fraude et les comportements négatifs". De fait, dans le texte présenté aux parlementaires, on retrouve autant la rigueur budgétaire, même si le déficit est là, et il faut en tenir compte avec la contraction du marché pétrolier, trop dépendant des crises géopolitiques, que des mesures souples pour doper la consommation des ménages, l'assurance de la régularité des volumes affectés aux transferts sociaux, et, plus que tout, faire en sorte que la dette du Trésor ne soit pas aussi contraignante qu'il le faut pour les dépenses publiques. En clair, le PLF 2026, en dépit des perturbations permanentes du marché pétrolier, avec un prix de l'or noir qui fait du yo-yo entre les 70 et 60 dollars le baril, les prix du gaz affectés par le conflit ukrainien, sauvegarde cette aisance financière qui permet en même temps de maintenir importants les volumes financiers affectés aux transferts sociaux (2.812 ms de dinars), et de ne pas introduire de nouvelles taxes, le projet écartant en fait toute hausse inutile de la pression fiscale pour ne pas bloquer la croissance économique ou le pouvoir d'achat des ménages, tablant, en contrepartie, sur des mesures d'élargissement de l'assiette fiscale et d'optimisation des recouvrements et de la mobilisation de nouvelles ressources pour conforter les recettes ordinaires de l'État et réduire graduellement le déficit du Trésor. L'esprit du PLF 2026 est donc clair : maintenir la rigueur budgétaire, surveiller l'évolution des fondamentaux financiers, et soutenir la demande sociale. Reste à savoir quels nouveaux amendements vont introduire les représentants du peuple.

B.A.

Pour sécuriser le patrimoine immobilier

La CNEP Banque s'allie à CASH Assurances

Un nouveau chapitre s'ouvre dans la protection des citoyens algériens grâce à un partenariat stratégique signé dimanche à Alger entre la CNEP Banque et CASH Assurances, filiale du groupe Sonatrach. L'objectif : lancer deux produits d'assurance phares destinés à

sécuriser le patrimoine immobilier et renforcer la résilience des ménages face aux risques du quotidien et aux catastrophes naturelles. Le premier produit, l'assurance multirisques habitation (MRH), protège le logement et son contenu contre les sinistres domestiques tels que incendies, dégâts

des eaux, vols, bris de glace, tout en incluant une garantie de responsabilité civile et un service d'assistance à domicile. Le second, l'assurance catastrophes naturelles (CAT-NAT), couvre les dommages liés aux événements extrêmes comme séismes, inondations, tempêtes ou glissements de terrain.

Fin de l'ère Retailleau

Paris change de ton

Depuis plusieurs mois, la relation entre Alger et Paris traversait une zone de turbulences, alimentée par les prises de position virulentes de Bruno Retailleau, dont les sorties répétées sur l'immigration et la mémoire coloniale avaient ravivé les tensions. Ce ton de défiance, souvent teinté d'arrière-pensées électoralistes, avait brouillé les canaux diplomatiques et fragilisé les efforts de rapprochement entrepris depuis la visite d'Emmanuel Macron à Alger en 2022.



■ Par Youcef S

Les récentes déclarations de responsables français au sujet des relations algéro-françaises traduisent une évolution notable depuis le remaniement du gouvernement et le départ du très controversé ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau. Son passage à la tête du ministère avait été marqué par de fortes tensions avec Alger. Son successeur, Laurent Nunez, a, dès sa prise de fonctions, exprimé sa volonté de revoir la ligne suivie jusqu'ici et de « réchauffer » les relations bilatérales, notamment sur les volets sécuritaire et migratoire. Pour comprendre la portée de ce changement, il faut rappeler le contexte politique qui a conduit à cette recomposition. À l'origine de la crise se trouve la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par le président Macron en juin 2024. Cette décision a abouti à un Parlement fragmenté, sans majorité claire. Le parti Les Républicains (LR) et ses alliés n'y occupent que 66 sièges sur 577, soit à peine 11 %, un

résultat obtenu en partie grâce au soutien d'une partie de la gauche, soucieuse de faire barrage au Rassemblement national (RN). À cette époque, le poids électoral des Républicains ne dépassait pas 6 %. Bruno Retailleau, président des Républicains, tirait sa légitimité d'un ancrage local solide en Vendée, fief du conservatisme catholique. Opposant acharné d'Emmanuel Macron pendant des années, il a soudainement accepté, en septembre 2024, le portefeuille de l'Intérieur dans le gouvernement dirigé par Michel Barnier, alors que sa formation politique demeurait largement minoritaire. Pour justifier ce virage, il a renoncé à une partie de son discours idéologique traditionnel au profit d'une rhétorique agressive centrée sur la crise entre Paris et Alger, érigeant l'Algérie en cible privilégiée. Ce repositionnement lui aura permis à la fois de se rapprocher de l'Exécutif et de séduire une frange d'électeurs nostalgiques de « l'Algérie française ». Cette hostilité systématique envers Alger a paradoxalement contribué à sa montée en puissance. Devenu chef de parti et ministre d'État, il s'est imposé sur la

scène politique en cultivant un discours hostile à l'Algérie, au point d'en faire son principal marqueur. Plus récemment, il a tenté d'imposer son autorité à Sébastien Lecornu. Mais cette tentative d'empiéter sur le pouvoir du chef du gouvernement s'est soldée par un échec cuisant, précipitant sa sortie du gouvernement par la petite porte. Sébastien Lecornu, ancien ministre des Armées, supervisait auparavant la DGSE, le service de renseignement extérieur. Contrairement à d'autres responsables politiques français, il avait choisi la retenue durant la période de crispation avec Alger. Aujourd'hui, la priorité du gouvernement est de redresser une économie fragilisée ; la France ne saurait masquer ses difficultés budgétaires en cherchant des boucs émissaires à l'étranger. C'est dans cet esprit que Laurent Nunez a été nommé ministre de l'Intérieur. Haut fonctionnaire expérimenté, passé par les services de sécurité et de renseignement, il incarne une approche pragmatique, fondée sur la connaissance du terrain et le rétablissement de relations apaisées avec l'Algérie.

YS

Il dénonce les trahisons du passé

Brahim Ghali qualifie l'accord de Madrid de « grave erreur historique »

Brahim Ghali dénonce l'accord tripartite de Madrid, signé le 14 novembre 1975 à Madrid entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie prévoyant le partage du Sahara occidental entre ces deux pays voisins après la sortie des troupes espagnols. L'Espagne s'est ainsi désengager du processus de décolonisation du territoire qu'elle occupait depuis des décennies et dont elle continue de piller les richesses naturelles en connivence avec l'occupation marocaine, la Mauritanie s'étant retiré de l'accord de Madrid en 1979. À l'occasion de l'anniversaire du démantèlement du camp de Gdeim Izik et journée nationale sahraoui du prisonnier politique, célébrées le 8 novembre, le président sahraoui, Secrétaire général du Front Polisario, a qualifié, samedi, l'accord de «grave erreur historique, de trahison honteuse du peuple sahraoui et de préjudice au

droit international», a rapporté l'agence de presse sahraouie SPS. «Cinquante ans après ce sombre accord, l'Espagne n'a pas corrigé sa position perfide et honteuse, tout en se vantant publiquement de soutenir la légitimité internationale en Palestine», a déploré Brahim Ghali. «Le gouvernement espagnol a oublié que son ancienne colonie, le Sahara occidental, est sous occupation marocaine, selon la même légitimité internationale», a poursuivi le président sahraoui, selon la même source. Brahim Ghali a regretté, dans son discours, le soutien du gouvernement espagnol à la thèse expansionniste du Maroc et aux accords illégaux UE-Maroc pour piller les richesses naturelles du Sahara occidental. Il a, dans ce sillage, appelé l'Union européenne (UE) à s'abstenir de signer tout accord affectant les territoires, l'espace aérien ou les eaux territoriales du Sahara occidental sans

le consentement du peuple sahraoui. D'autre part, le président de la République sahraouie a exprimé la volonté et l'ouverture de la partie sahraouie au dialogue avec l'UE et d'autres partenaires sur les questions des ressources naturelles du Sahara occidental. Il a affirmé que la solution au conflit du Sahara occidental réside à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Brahim Ghali a, dans ce sillage, réitéré la position de la partie sahraouie, qui exige l'application des dispositions de la légalité internationale en réponse aux tentatives et aux complots visant à saper la nature juridique de la question du Sahara occidental en tant que question de décolonisation, sujet d'un processus inachevé. Le Front Polisario, seul et unique représentant du peuple sahraoui, a précisé son chef, a réaffirmé sa volonté perma-

nente de coopérer avec les efforts des Nations unies devant parvenir à une solution juste et durable au Sahara occidental, «dernière colonie de l'Afrique», garantissant le droit inaliénable et imprescriptible du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. Le président sahraoui a rappelé que le seul accord qui a été accepté par les deux parties au conflit et approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies, demeure le plan de règlement ONU-OUA (actuellement Union africaine (UA) de 1991. Il a, enfin, salué la position ferme exprimée par le peuple sahraoui dans son ensemble, rejetant solution au conflit du Sahara occidental en dehors de l'exercice par ce peuple de son droit, inaliénable, imprescriptible et non négociable, à l'autodétermination et à l'indépendance.

Y.B

Le New York Times évoque le plan marocain

L'autonomie vantée devient un « cadeau empoisonné » pour Rabat

■ Par Hakim H.

Depuis 2007, le Maroc propose un plan d'autonomie élargie pour le Sahara occidental sous sa souveraineté. Présenté par Rabat comme une solution « sérieuse et crédible », ce plan est reconnu comme tel par plusieurs grandes puissances, telles que les États-Unis, la France, l'Espagne et l'Allemagne, à partir de 2020. Il est jugé par ces puissances susceptible de mettre un terme définitif à un conflit vieux de près de cinquante ans entre le Maroc et le Front Polisario. Toutefois, derrière cette apparente victoire diplomatique, un nombre croissant de voix au sein même de l'élite marocaine considèrent ce plan comme un véritable cadeau empoisonné. La raison en est que, selon ces voix, l'autonomie susceptible d'être accordée au Sahara pourrait créer un précédent juridique, politique et symbolique s'étendant à d'autres régions historiquement récalcitrantes, notamment le Rif, mais également le Souss, les régions atlasiques ainsi que certaines régions du nord. Le plan marocain de 2007, renforcé en 2011 puis en 2024, prévoit notamment l'instauration d'un parlement régional élu au suffrage universel direct à Laâyoune et Dakhla ; des compétences exclusives en matière d'éducation et de santé ; un pouvoir fiscal autonome comprenant les impôts locaux, les taxes sur les phosphates ainsi que les redevances portuaires de Dakhla et Laâyoune ; une justice régionale pouvant recourir au droit coutumier sahraoui ; enfin, un président de région doté de pouvoirs exécutifs comparables à ceux d'un chef de gouvernement régional. En d'autres termes, le Sahara se verrait attribuer un statut quasi-fédéral tandis que le reste du pays demeurerait dans un cadre unitaire fortement centralisé. Cette asymétrie institutionnelle constitue déjà une véritable bombe à retardement. Déjà les services de renseignement, DGST et DGED, ont produit plusieurs notes internes classifiées, partiellement divulguées en 2022, qui comparent explicitement le plan d'autonomie à « l'erreur stratégique espagnole de 1978 ». Il est indéniable que le Rif n'a jamais accepté la répression des années 1958-1959 ni celle du Hirak de 2016-2017. Depuis 2021, un Mouvement pour l'autonomie du Rif (MAR) s'est structuré au sein de la diaspora aux Pays-Bas, en Belgique, avec des ramifications à Al Hoceima, Nador et Melilla. Leur slogan est : « Si le Sahara a droit à une autonomie élargie, pourquoi pas le Rif ? » En juillet 2024, lors d'une conférence à Rotterdam, le MAR a publié un « projet d'autonomie du Grand Rif », calqué à 90 % sur le plan marocain pour le Sahara occidental. Ce document a été transmis à l'ensemble des parlementaires européens ainsi qu'à la Mission MINURSO. C'est dire que le feu couve dans la maison marocaine et les élites marocaines reviennent régulièrement sur le sujet en attirant l'attention sur les dangers du plan d'autonomie pour le Sahara occidental. Ahmed Assid, militant amazigh et défenseur des droits de l'homme a déclaré dans une interview accordée à El Pais : « Le plan d'autonomie constitue une erreur stratégique. Il est inconcevable d'accorder au Sahara ce que l'on refuse aux Rifains et aux Chleuhs. » De son côté, Nabila Mounib, ancienne secrétaire générale du PSU, affirme : « Cela ouvre la voie au démantèlement du Maroc. Demain, chaque région revendiquera son propre parlement et sa police. » Ainsi, de nombreux observateurs considèrent que le plan d'autonomie sous souveraineté marocaine, suggéré par la France au Maroc, représente en réalité un cadeau empoisonné déposé au sein du palais du Makhzen.

H.H.

Pour améliorer la qualité de l'enseignement

La FNPE salue les réformes engagées

Alors que les premières évaluations scolaires sont sur les portes, la Fédération nationale des parents d'élèves (FNPE) s'est réunie en session ordinaire mercredi dernier, indique un communiqué. Une réunion consacrée à l'évaluation de l'état des lieux du système éducatif et des conditions dans lesquelles s'est déroulée la rentrée scolaire 2025/2026, a indiqué le document de la FNPE.

les classes », décrite à chaque rentrée scolaire. Dans le cycle primaire, de nouvelles mesures ont été prises concernant la réorganisation des matières et des horaires de la troisième année de l'enseignement primaire, visant à alléger le programme, à renforcer les apprentissages de base et à accorder plus de place aux activités culturelles, sportives et artistiques applicables dès la rentrée 2025-2026. Ces ajustements, ajoute la même source, ont aidé à diminuer la pression psychologique et scolaire sur les élèves, tout en améliorant leur rendement éducatif ». Il en est de même pour le sport scolaire qui a permis d'instaurer des valeurs de santé et de condition physique parmi les élèves », estime la fédération, qui se félicite de l'intégration de 12 000 enseignants en éducation physique. Les parents d'élèves se sont par ailleurs félicités des prestations des services de restauration et de transport scolaire.

Sur le plan sanitaire, la fédération a évoqué l'organisation de la Semaine nationale de la santé pour promouvoir et renforcer davantage la conscience sanitaire des élèves scolarisés. Une semaine de sensibilisation menée par le ministère de l'Éducation nationale en collaboration avec le ministère de la Santé lors de la rentrée scolaire dans les divers niveaux éducatifs, pendant une semaine entière, sur l'ensemble du territoire national, rappelle l'association. Sur le plan administratif, la fédération a salué le recours aux nouvelles technologies dans la gestion du secteur éducatif, à travers la mise en place de plateformes numériques pour les opérations d'inscription et de transferts à distance. « Cela a substantiellement facilité les démarches administratives et réduit les déplacements », note l'association. Cette démarche a également aidé à « éliminer la bureaucratie qui pesait autrefois sur les familles, concrétisant la vision de l'État visant à construire une école moderne et évoluée », souligne la FNPE. Le conseil national de la FNPE a réitéré son engagement, en tant que partenaire social, à soutenir toutes les initiatives et réformes visant à améliorer la qualité de l'éducation et les conditions d'enseignement pour nos élèves, pour une école moderne et de qualité, conclut la même source.

Accidents de la route 6 morts et 217 blessés en 24 heures

6 personnes sont décédées et 217 autres blessées dans 176 accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Médéa avec 2 morts et 3 blessés, suite à une collision entre un camion semi-remorque et un véhicule sur la RN-60, au lieu-dit Ouled Salem, dans la commune El Kaf Lakhder. Les éléments de la Protection civile sont intervenus également pour prodiguer des soins de première urgence à 5 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains, à l'intérieur de leurs domiciles, dans les wilayas de Nâama, El Bayadh et Mila. Les interventions ont concerné aussi l'extinction de trois incendies urbains et divers à travers les wilayas de Chlef, M'Sila et Skikda, sans enregistrer de victimes, conclut la même source.



■ Par Merim Ka

La FNPE a exprimé sa satisfaction « des améliorations concrètes » des conditions de l'éducation, sur les plans pédagogique, sanitaire et psychologique, en mettant en avant l'attention particulière accordée par les hautes autorités du pays au secteur de l'éducation et aux instructions données pour

renforcer la coordination et la collaboration entre les différents ministères, les autorités locales et les partenaires sociaux. Cela a contribué, selon la Fédération, à assurer « une rentrée scolaire réussie et sereine sur l'ensemble du territoire national ». La fédération a cité en premier lieu la réception de plus de 400 établissements scolaires incluant des écoles du cycle primaire, des collèges et des lycées. « Cela a contribué de manière significative à réduire la surcharge dans

du ministère, en veillant à renseigner toutes les données mentionnées dans le formulaire et en s'assurant de leur exactitude et précision ». Le ministère rappelle, en outre, dans son communiqué, que cette allocation « est destinée exclusivement aux familles démunies remplissant les conditions mentionnées dans l'article 06 du décret exécutif n° 25-86 du 22 février 2025, portant institution d'une allocation de solidarité Ramadhan, à savoir : aucune source de revenus pour le demandeur et son conjoint, le montant global de leurs revenus mensuels nets inférieur ou égal au salaire national minimum garanti fixé, selon la réglementation, à 20.000 DA, et une situation sociale précaire confirmée par des enquêtes sociales ou des visites sur le terrain ». Les personnes inscrites bénéficiaires de l'allocation de solidarité en 2025 peuvent renouveler leurs demandes, conclut la même source.

sion du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports du 20 octobre 2025, relative aux dates de début et de fin de la période de révision annuelle du fichier numérique des personnes remplissant les conditions requises pour bénéficier de l'allocation de solidarité Ramadhan pour l'année 2026 », lit-on dans le communiqué. Par conséquent, « les personnes souhaitant bénéficier de cette allocation et remplissant les conditions d'éligibilité sont tenues d'entamer les démarches d'inscription soit via le site électronique du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, à travers le lien suivant : <https://prestations.interieur.gov.dz/solidariteramadhan>, un service accessible aux détenteurs de cartes d'identité nationale biométrique, ou en se rapprochant des services de la commune de leur résidence, pour s'inscrire suivant le formulaire de demande de l'allocation, téléchargeable depuis le site officiel

Agriculture saharienne L'université de Béchir signe deux conventions-cadres

L'Université Tahri-Mohamed de Béchir a signé deux conventions-cadres de partenariat et de coopération scientifique avec l'Ecole nationale supérieure d'informatique (ESI) et la station expérimentale de Nâama relevant du Centre de recherches scientifiques et techniques sur les zones arides (CRSTZA) de l'université Mohamed-Khider de Biskra pour booster l'agriculture saharienne, a annoncé, hier, le rectorat de l'UTMB. En effet, la convention, signée entre l'UTMB et la station expérimentale du CRSTZA à Nâama, a pour but d'intensifier le partenariat scientifique en vue de promouvoir et développer l'agriculture saharienne, ajoute la même source. A travers cet accord, les deux parties s'engagent à soutenir le développement agricole dans les régions sahariennes par le biais de recherches scientifiques, du transfert de technologies adaptées et des programmes de formation. L'objectif est d'améliorer les pratiques agricoles face aux défis spécifiques liés au climat dans les régions du sud-ouest du pays. Concernant la convention signée avec l'ESI, celle-ci vise à renforcer la collaboration académique et scientifique entre ces deux établissements, à travers le développement de projets de recherche communs, ainsi que l'organisation d'événements académiques et de formations visant à favoriser l'échange d'expériences et de connaissances dans le domaine des technologies de l'informatique, conclut la même source.

Allocation de solidarité RAMADHAN 2026

Les inscriptions lancées hier

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé, dans un communiqué, le lancement des inscriptions pour bénéficier de l'allocation de solidarité Ramadhan 2026, et ce, depuis hier jusqu'au 8 décembre prochain. « Le ministère informe les citoyennes et citoyens souhaitant bénéficier de l'allocation de solidarité Ramadhan pour l'année 2026, estimée à 10.000 DA, que les inscriptions seront ouvertes pour une durée de 30 jours, à compter du dimanche 9 novembre 2025 jusqu'au lundi 8 décembre 2025, et ce, conformément à la déci-

Une filière à haute valeur économique

La pistache, nouveau moteur de l'agriculture

Organisé à l'Université Djilali-Liabès de Sidi Bel-Abbès, un colloque consacré à la culture de la pistache a mis en lumière le potentiel stratégique de cette filière pour diversifier l'économie agricole nationale. Les experts, chercheurs, agriculteurs et investisseurs réunis ont souligné que le pistachier, culture à haute valeur ajoutée et résiliente face aux conditions climatiques locales, représente un atout à la fois économique, environnemental et social. Inscrite dans la stratégie nationale de reboisement et de consolidation du Barrage vert. La plantation de pistachiers vise

non seulement à restaurer les écosystèmes dégradés, mais aussi à offrir de nouvelles sources de revenus aux populations des zones arides et semi-arides. Les débats ont porté sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la sélection des variétés à la transformation et à la commercialisation, tout en mettant en avant le rôle des start-ups agricoles dans la modernisation du secteur et la promotion de l'agriculture intelligente. Si la filière reste encore embryonnaire, concentrée surtout dans les zones steppiques, elle suscite un intérêt croissant grâce aux politiques pu-

bliques d'encouragement et aux opportunités d'investissement qu'elle offre. Certains experts, toutefois, appellent à la prudence : selon Akli Moussouni, la culture du pistachier exige un suivi rigoureux et des années avant d'atteindre la pleine production. Malgré ces contraintes, la dynamique enclenchée à Sidi Bel-Abbès illustre la volonté des acteurs du secteur agricole de miser sur des filières alternatives capables de concilier développement rural, durabilité environnementale et ouverture à l'exportation. R.N.



Commerce extérieur:

Rezig s'entretient avec l'ambassadrice du Canada

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, s'est entretenu, samedi, avec l'ambassadrice du Canada en Algérie, Mme Robin Lynn Wettlaufer, sur les voies et moyens de renforcer la coopération économique et commerciale entre les deux pays et d'activer le conseil d'affaires bilatéral, indique un communiqué du ministère.

Lors de la rencontre lors de laquelle les deux parties ont abordé les opportunités de développer les échanges commerciaux et diversifier les partenariats économiques bilatéraux en renforçant des cadres de coopération, M. Rezig a souligné l'importance d'activer le conseil d'affaires algéro-canadien, comme plateforme de soutien aux partenariats économiques et pour la promotion des projets communs, précise la même source.

Rezig a relevé, à cette occasion, la nécessité d'organiser des expositions de produits algériens au Canada et des foires canadiennes en Algérie, afin de renforcer les échanges commerciaux et faire connaître les opportunités économiques offertes.

De son côté, l'ambassadrice canadienne a fait part de l'engagement de son pays à renforcer la coopération économique avec l'Algérie, et de sa volonté d'élargir les domaines de partenariat, au service des intérêts communs et pour l'exécution de projets réussis pour les deux parties, conclut le communiqué.

Chambre nationale de la pêche et de l'aquaculture

Conventions avec des entreprises spécialisées

La Chambre nationale de la pêche et de l'aquaculture a signé, samedi, deux conventions avec des entreprises spécialisées, en marge du Salon international de la pêche et de l'aquaculture «SIPA 2025», dont les travaux se poursuivent à Oran jusqu'au 9 novembre.

Il s'agit d'un protocole d'accord avec l'entreprise «Allo Tabibi», portant sur la fourniture de services de soins à domicile, d'infirmier et de consultation médicale numérique au profit des professionnels du secteur, à des tarifs préférentiels ou dans le cadre d'offres spéciales, selon l'APS.

La seconde convention a été conclue avec la société Manarmo», spécialisée dans la vente et la maintenance de moteurs de navires. Elle prévoit l'organisation de sessions de formation gratuites au profit des professionnels et des marins, l'apport d'un soutien technique aux stagiaires des instituts et écoles de pêche, ainsi que la fourniture de moteurs et de pièces de rechange neuves à prix avantageux pour les gens de la mer.

Une troisième convention devrait être signée, dimanche, avec l'Entreprise publique économique de la pêche et de l'aquaculture (EPEPA). Celle-ci portera sur la réalisation d'études techniques et économiques au profit des porteurs de projets du secteur, ainsi que sur la proposition de solutions pratiques pour le développement des ports et des projets liés aux activités maritimes et aquacoles.

Le directeur de la Chambre nationale de la pêche et de l'aquaculture, Nabil Aouiche, a déclaré à la presse, en marge de la cérémonie de signature, que la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture s'emploie, depuis plus de vingt ans, à conclure des accords lors des différentes éditions du salon «SIPA», dans le but de renforcer la coopération et l'échange d'expertises dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture.

Pr Hakim Bouharb:

«Le PLF 2026 incarne la continuité des réformes économiques.....»

Le professeur Hakim Bouharb, analyste économique, a déclaré, hier, que le projet de loi de finances 2026 incarne les politiques publiques de l'Algérie pour les trois prochaines années.



«Ce projet de loi reflète la nature des réformes entreprises par l'Algérie, témoigne de la continuité des réformes économiques et renforce le caractère social de l'État algérien. Ce budget, le plus important jamais adopté, s'élevant à environ 135 milliards de dollars, représente une croissance de 6 % par rapport au budget 2025, reflétant une volonté de stimuler l'économie nationale», a-t-il indiqué. Invité de l'émission « Économie multimédia », M. Bouharb a ajouté que le projet de loi de finances prévoit un mécanisme de soutien à l'investissement par le biais d'une augmentation des dépenses publiques. Il a souligné que l'exemption des droits de douane sur les biens de consommation courante, tels que le café et l'huile de soja, soutiendra le pouvoir d'achat des citoyens et contribuera

à la stabilité des prix. Concernant l'augmentation des salaires, l'expert a affirmé que cette mesure permettra aux citoyens d'améliorer leur niveau de vie et de maintenir leur pouvoir d'achat. Au sujet des startups incluses dans le projet de loi de finances 2026, M. Bouharb les a décrites comme la pierre angulaire de la politique de développement de l'Algérie, notamment dans le secteur industriel. Il a souligné leur rôle crucial dans le transfert de technologies et leur capacité à accéder facilement aux marchés. Il a noté que le Président est déterminé à soutenir ces startups, comme en témoigne son encouragement au financement du marché des startups africaines, une mesure qui aura un impact positif sur l'économie nationale. Quant à l'allocation chômage, maintenue dans le projet de loi, il a déclaré qu'elle constitue une bouée de sauvetage pour les jeunes Algériens, leur offrant un soutien

pendant la période de transition où ils recherchent un emploi et préservant leur dignité durant cette période. Notons que les débats sur le projet de loi de finances 2026 ont débuté hier à l'Assemblée populaire nationale (APN). Cette décision fait suite à la finalisation du calendrier des séances de débat par le Bureau de l'Assemblée nationale populaire. Le débat débutera en séance plénière, au cours de laquelle le représentant du gouvernement présentera le projet de loi. Après la présentation, la commission compétente soumettra son rapport préliminaire, suivi des interventions des parlementaires. Les débats en séance plénière se poursuivront lundi et mardi, l'après-midi de mardi étant consacré aux interventions des chefs de groupes parlementaires et à la réponse du représentant du gouvernement. Le vote sur le projet de loi est prévu pour le mardi 18 novembre.

Inès B.

TIRSAM Algérie

Les détails du nouveau camion dévoilés aux professionnels

Le groupe TIRSAM annonce le lancement prochain d'une nouvelle gamme de camions légers alliant puissance, efficacité et grande fiabilité pour répondre aux besoins de diverses activités professionnelles. Ce nouveau camion est équipé d'un moteur de 1,5 litre garantissant des performances puissantes et fiables dans toutes les conditions, ainsi qu'une charge utile importante, idéale pour le transport de marchandises et de matériaux dans de nombreux secteurs, indique le groupe dans sa page officielle facebook. Conçu pour évoluer avec aisance sur des terrains montagneux et accidentés grâce

à son équilibre entre puissance et stabilité, ce camion bénéficie également d'un design moderne alliant confort et efficacité au quotidien. Cette initiative fait suite au succès des précédents camions du groupe, dont l'immatriculation se faisait exclusivement via sa plateforme en ligne à des prix compétitifs : 390 millions de centimes pour le camion léger (3,5 tonnes) et 460 millions de centimes pour le poids lourd (6 tonnes). Le groupe souligne que les nouveaux camions Tirsam constituent une solution pratique et performante pour les PME, grâce à leurs performances élevées et leur prix compétitif, incarnant ainsi son slogan : «

Petit camion... Grand potentiel. » Fondé à Batna en 2008, le Groupe TIRSMA est l'un des principaux producteurs nationaux de tracteurs, camions et équipements agricoles. Il est également le distributeur exclusif de la marque internationale DEVELON en Algérie. Le nouveau camion présente des caractéristiques techniques lui permettant de rivaliser avec les marques chinoises, très présentes sur le marché national et qui dominent actuellement le segment des petits camions. TIRSAM Algérie est un groupe industriel algérien qui fabrique une large gamme d'équipements. Ses produits comprennent des remorques, des chariots élé-

vateurs, des tracteurs agricoles, des engins de travaux publics et des citernes. L'entreprise, créée en 2007 et basée dans la zone industrielle de Kchida à Batna, vise à développer l'industrie mécanique locale et réduire la dépendance aux importations. L'entreprise vise le développement de l'industrie mécanique locale, réduire les importations, et fournir des produits adaptés au marché algérien. Elle met l'accent sur la haute technologie et l'adaptation des produits aux conditions locales, tout en respectant les normes internationales de qualité et de sécurité.

I.B.

Les instruction de Mourad Adjal

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, hier, une réunion élargie avec les principaux responsables du groupe Sonelgaz afin d'examiner les projets de production d'électricité et les préparatifs pour l'été 2026, dans le cadre des efforts déployés pour améliorer la qualité du service public dans toutes les provinces.



«**P**lusieurs responsables du ministère ont participé à cette réunion, qui a permis de faire le point sur l'avancement de

divers projets. Les dirigeants du groupe Sonelgaz ont présenté un exposé sur les travaux en cours et les difficultés rencontrées», indique un communiqué du ministère. Au cours

de la réunion, le ministre a insisté sur la nécessité d'une feuille de route claire et efficace, conforme aux directives gouvernementales, axée sur le service aux citoyens et la prise en

compte de leurs préoccupations. Il a souligné que l'amélioration de la qualité du service public devait être une priorité absolue pour le ministère. M. Mourad Adjal a émis plusieurs directives visant à accélérer la mise en œuvre et à garantir la qualité de l'achèvement des projets. Cette initiative a pour objectif d'améliorer l'efficacité du système de production d'électricité et d'assurer une disponibilité optimale pour l'été 2026. En 2026, les projets de Sonelgaz se concentreront sur le lancement de la première tranche du programme d'énergies renouvelables (3200 MW), l'objectif de commencer les exportations d'électricité après avoir maîtrisé les pics de consommation, et l'atteinte de 15 % de son chiffre d'affaires à l'international pour sa filiale SAIEG. La modernisation des réseaux électrique et gazier, ainsi que la production d'équipements, sont également des projets phares. Concernant les énergies renouvelables, le groupe prévoit le lancement de la première phase du programme d'énergies renouvelables de 3200 MW, dont la production est prévue pour 2026. Il y a également le projet solaire de 520 MW, comprenant des centrales à Kenadsa (120 MW), Touggourt (150 MW) et Tamacine (250 MW), devrait être lancé. 2026 sera « l'année de l'exportation » pour Sonelgaz, après avoir maîtrisé les pics de consommation. L'entreprise vise à réaliser 15 % de son chiffre d'affaires à l'international d'ici 2026 et compte produire les compteurs électroniques et de détecteurs de monoxyde de carbone, avec un taux d'intégration national élevé. Sonelgaz envisage aussi la modernisation des réseaux électriques et gaziers pour soutenir la stratégie de transition énergétique et des investissements prévus pour la réalisation et l'extension des infrastructures pour les énergies renouvelables.

Inès B.

Artisanat traditionnel

Le secteur contribue à la création de plus de 1,3 million d'emplois

Le directeur général chargé de la gestion de la Direction générale des industries de l'artisanat traditionnel, Azzedine Kali, a affirmé, hier, que le secteur de l'artisanat traditionnel est un secteur vital et prometteur pour l'économie nationale, contribuant à la création de plus de 1,3 million d'emplois. Ce chiffre s'explique par les 470 000 activités artisanales enregistrées dans le secteur des industries traditionnelles à travers 58 provinces. Lors de son intervention dans l'émission « Invité du matin » sur la radio chaîne 1, M. Kali a déclaré que ces indicateurs laissent présager des perspectives d'avenir larges et

prometteuses pour le secteur, tant dans les domaines techniques et de production que dans le secteur des services, qui emploie environ 49 % des personnes actives dans les industries traditionnelles. Parmi les services les plus importants figurent la plomberie, la construction et la menuiserie. Il a ajouté que les industries traditionnelles contribuent au maintien des populations dans leurs régions en créant des emplois locaux à faible coût. Toute personne peut exercer cette activité, à condition d'acquiescer les compétences et la formation nécessaires. Il a souligné que les petites entreprises artisanales se caractérisent par un degré de pérennité élevé par rapport aux jeunes entreprises d'autres secteurs. Selon lui, les pouvoirs publics accordent une grande importance à l'artisanat traditionnel en Algérie, le considérant comme un secteur vital aux multiples dimensions économiques, sociales, touristiques et culturelles, porteur de messages et de symboles culturels, artistiques et patrimoniaux

diversifiés, présents dans les différentes régions du pays. M. Kali a indiqué, par ailleurs, que le Ministère s'efforce de développer la commercialisation numérique de l'artisanat en encourageant les artisans à promouvoir leurs produits en ligne et à participer à des salons internationaux, tels que ceux récemment organisés en Allemagne, en Italie et en Mauritanie, ainsi qu'aux événements prévus en Arabie saoudite et au Congo-Brazzaville d'ici la fin de l'année. Concernant la protection des produits artisanaux traditionnels algériens, le responsable a révélé que le processus, bien qu'il est à ses débuts, constitue une priorité pour le secteur. Un travail est en cours pour créer des labels collectifs nationaux et locaux afin de protéger les produits contre la contrefaçon et de garantir leur authenticité. Il a expliqué que ce processus évolue régulièrement grâce à l'organisation de formations spécialisées sur les mécanismes d'attribution du label et sur les moyens d'assurer sa

crédibilité aux niveaux national et international. Il a souligné que le ministère du Tourisme et des Industries traditionnelles, en collaboration avec l'Institut national de normalisation et l'Institut national de protection de la propriété industrielle, est chargé de la classification des produits artisanaux traditionnels en Algérie. Concernant la 26e Foire internationale de l'artisanat, ouvert hier au Palais des expositions sous le patronage du ministre du Tourisme et de l'artisanat, constitue une étape stratégique pour le développement et la promotion du secteur. Elle sert de plateforme d'échange de savoir-faire et de valorisation des produits locaux et de la créativité artisanale algérienne. Il a précisé que cette 26e édition se distingue par la participation d'artisans venus des 58 provinces du pays, ainsi que par une large participation internationale de 11 pays, dont la Palestine et la Mauritanie, témoignant de l'ouverture croissante de l'artisanat traditionnel algérien aux marchés mondiaux.

Inès B.

Ligne minière Est:

Les travaux avancent à grands pas

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) annonce que les travaux se poursuivent sur la ligne minière de l'Est, et plus particulièrement sur le tronçon de 121 kilomètres entre Bouchegouf-Dréa. L'activité est intense sur les chantiers afin d'assurer le respect des délais. « Ce tronçon est considéré comme l'un des plus complexes techniquement du projet. Il comprend la construction de 46 ponts massifs totalisant plus de 26 kilomètres, ainsi que le creusement et la préparation de dix tunnels totalisant près de sept kilomètres, sans oublier deux stations-service et des centaines

d'ouvrages hydrauliques, de soutènement et de protection », indique l'agence dans un communiqué publié hier sur la page officielle facebook du ministère des travaux publics et des infrastructures. Les travaux en cours incluent le nivellement et la préparation des fondations des principaux ponts, ainsi que le creusement précis des tunnels. « Les progrès réalisés sur ce tronçon témoignent de la capacité du savoir-faire national à mener à bien des projets complexes avec une grande efficacité, tout en respectant les normes les plus strictes en matière de sécurité et de qualité. La Ligne minière de l'Est, à l'instar des autres lignes minières,

demeure ainsi un modèle à suivre pour le secteur ferroviaire national », précise l'agence. Notons que la ligne minière de l'Est est une infrastructure ferroviaire algérienne vitale reliant les mines du sud-est de l'Algérie au port d'Annaba. Gérée par l'Anesrif, elle a une longueur totale de 422 km et est en cours de modernisation et de doublement pour transporter le minerai de fer et de phosphate. Un projet de modernisation du tronçon Bouchegouf-Dréa, long de 121 km, fait partie de ces travaux. Elle s'étend d'Annaba au port, jusqu'aux mines de Djebel el-Onk, au sud de Tébessa, d'une longueur de 422 km au total. Elle est essentielle

pour le transport des minerais de fer et de phosphate extraits des mines de la région de Tébessa vers le port d'Annaba pour l'exportation. Le tracé est en cours de modernisation, de doublement et de rectification. Un nouveau tronçon de 121 km entre Bouchegouf et Dréa est en cours de construction dans le cadre de la modernisation. Le projet vise à augmenter la capacité de transport des minerais. L'objectif est de moderniser l'infrastructure ferroviaire existante et d'en modifier le tracé pour améliorer les performances. Les travaux visent à fluidifier le transit et à rendre le transport de marchandises plus efficace.

Inès B.

Batna

Mise en terre de plus de 1,4 million de plants

Ces opérations, pour lesquelles les moyens nécessaires ont été mobilisés afin d'assurer leur réussite, s'inscrivent, selon la même source, dans le cadre de l'extension des espaces forestiers, de la lutte contre la désertification, ainsi que de l'embellissement des zones urbaines et des villes.



Au total, 1 million 430.000 plants seront mis en terre dans la wilaya au cours de la saison 2025-2026, a appris l'APS du conservateur local des forêts. C'est ce qu'a affirmé, dans une déclaration à l'APS, Mohamed Ben Arab estimant que l'opération comprend la plantation de 1 million 350.000 plants en milieu forestier, 30.000 plants fruitiers ainsi que 50.000 plants en milieu urbain. L'opération, qui a débuté dans des conditions favorables à travers l'ensemble des communes de la wilaya, touchera, selon le même responsable, une superficie totale estimée à environ 896 ha, dans le cadre des différents programmes du secteur.

S'agissant des plantations prévues en milieu urbain dans le cadre des campagnes de volontariat, avec la participation de la société civile, de plusieurs instances et des communes, Ben Arab a indiqué qu'elles portent sur 148.700 plants, dont 78.700 de la pépinière administrative relevant de la Conservation des forêts, et 70.000 provenant des initiateurs de l'opération « L'Algérie verte ». Ces opérations, pour lesquelles les moyens nécessaires ont été mobilisés afin d'assurer leur réussite, s'inscrivent, selon la même source, dans le cadre de l'extension des espaces forestiers, de la lutte contre la désertification, ainsi que de l'embellissement des zones urbaines et des villes. La wilaya avait connu, le 25 octobre dernier, une forte participation à la campagne na-

tionale de plantation d'un million d'arbres, lancée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en collaboration avec l'association « L'Algérie verte », à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre. A cette occasion, la Conservation des forêts avait mis à disposition 30.000 plants, répartis entre les différentes communes, a-t-on rappelé. Les nombreux quartiers de la wilaya, notamment dans la ville de Batna, d'où est partie il y a plusieurs années l'initiative « L'Algérie verte » avant de s'étendre à d'autres wilayas du pays, ont vu la plantation de milliers d'arbres, qu'ils soient fruitiers ou d'ornement permettant d'embellir le visage des régions concernées, suscitant une large adhésion et un grand enthousiasme parmi les habitants.

Ghardaïa

Lancement de la 4eme tranche des travaux de la RN 107

Les travaux de la quatrième tranche du projet de modernisation de la RN107, reliant Metlili à Brézina (El-Bayadh), ont récemment été lancés. C'est ce qu'a indiqué à l'APS de la Direction locale des travaux publics (DTP). Selon Rabah Bekairi, chef du service de l'entretien du réseau routier à la DTP de Ghardaïa, « cette nouvelle phase concerne un tronçon de 24 km, situé entre les limites administratives de Metlili et de Brézina s'inscrivant dans le vaste programme de renforcement et de mise à niveau de la RN107, qui s'étend sur 176 km à travers le territoire de la wilaya ».

Le projet, prévu en plusieurs tranches, présente une infrastructure stratégique à

fort impact régional. Il s'agit d'améliorer la connectivité entre le Sud et le reste du pays, en reliant les principaux pôles économiques, agricoles, industriels et énergétiques, tout en assurant une meilleure jonction avec les grandes routes nationales du sud-ouest, du sud-centre et du sud-est. Cette opération permettra la mise aux normes du tracé géométrique de la route, la suppression des points noirs responsables d'accidents fréquents, ainsi que la réalisation d'ouvrages d'assainissement (dalots et buses) pour une meilleure évacuation des eaux pluviales. Les travaux portent en outre sur le renforcement du corps de la chaussée à l'aide de matériaux de qualité, le renouvellement de la signalisation verticale et l'aménagement des princi-

pales intersections. Au-delà de l'aspect technique, la modernisation de la RN107 devrait contribuer à dynamiser l'économie locale, en facilitant la circulation des personnes et des biens, et en accompagnant la croissance démographique et urbaine des localités de Metlili et de Brézina. Cette infrastructure, inscrite dans le schéma directeur d'aménagement du territoire, participe également au désenclavement des zones rurales et agricoles traversées par la route et à l'amélioration de la fluidité du trafic entre la RN1 et la RN3. Jusqu'à présent, 65 km de la RN 107 ont déjà été modernisés au titre des trois premières tranches du projet, a ajouté Bekairi, précisant que d'autres sections suivront pour compléter les 176 km prévus.

Khenchela

Réhabilitation de 3 polycliniques

Les travaux de réhabilitation de trois polycliniques dans la wilaya de Khenchela ont été achevés cette semaine, a-t-on appris jeudi auprès du directeur local de la santé. Dans une déclaration à l'APS, Mohamed Zeineddine El-Okbi a précisé qu'il s'agit des polycliniques des quartiers Boujelbana et Sonatiba, ainsi que de celle du nouveau pôle urbain Mostefa-Benboulaïd, dans la commune de Khenchela. Le même responsable a ajouté que cette opération de réhabilitation, inscrite dans le cadre du programme sectoriel décentralisé, a nécessité une enveloppe financière de 85 millions de dinars, soulignant que les travaux ont été réalisés dans un délai n'excédant pas six mois. Il a également indiqué que la remise en service à 100% de ces polycliniques permettra de désengorger les deux établissements publics hospitaliers Ahmed-Ben Bella et Chahid Ali-Boushaba, tout en assurant une prise en charge de proximité des patients. Par ailleurs, le directeur de la santé de la wilaya de Khenchela a fait savoir qu'il sera procédé « prochainement » à l'acquisition d'équipements médicaux destinés aux polycliniques de la commune de Babar, Belkaitan (commune d'Aïn Touïla), Kaïs et Route de Baghai, dans la commune de Khenchela.

EPH Illizi

02 nouveaux respirateurs artificiels pour l'EPH

Le service de réanimation de l'établissement public hospitalier (EPH) d'Illizi a été renforcé de deux nouveaux respirateurs artificiels modernes, indique samedi un communiqué de l'EPH. Le renforcement de l'hôpital avec ces équipements dotés de technologies de pointe utilisés dans le cadre de la réanimation médicale, vise à améliorer la qualité des soins et de la prise en charge des malades, est-il souligné en précisant que les nouveaux équipements ont été réceptionnés et aussitôt mis en service. L'opération entre dans le cadre de la stratégie de l'EPH d'Illizi de moderniser ses équipements médicaux et de renouveler son plateau technique, en vue de garantir des prestations médicales de qualité au citoyen et de se mettre au diapason des avancées technologiques dans le domaine médical, selon la même source

Jijel

Des interventions ophtalmologiques en partenariat avec des praticiens suisses

Des interventions chirurgicales spécialisées en ophtalmologie ont été réalisées vendredi à l'hôpital Mohamed-Seddik-Ben Yahia de Jijel, en collaboration avec l'association suisse « Avenir », a indiqué Mohamed Arafat Ben Medani, directeur de l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) Boussif-Ouled Askar. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que, dans le cadre de la prise en charge des patients examinés lors des caravanes médicales récemment organisées par cet établissement, et dont certains cas nécessitent une intervention, des opérations chirurgicales spécialisées ont été effectuées en coordination avec l'hôpital Mohamed-Seddik-Ben Yahia, l'association nationale « Imal » de médecine et de chirurgie ophtalmologique, et en coopération avec l'association suisse « Avenir ». Il a ajouté que ces interventions, au profit des patients de l'EPSP Boussif-Ouled Askar, provenant des communes d'El Kennar Nouchfi, Chekfa, Sidi Abdelaziz, Chahna, Djemâa Beni H'bibi et Bordj T'har, ainsi que des patients de la commune de Sidi Marouf, portent principalement sur l'extraction de la cataracte et le traitement du ptérygion (chair oculaire), au bénéfice de la tranche d'âge de plus de 45 ans. M. Arafat Ben Medani a souligné qu'environ 200 opérations devraient être réalisées du 7 au 14 novembre, précisant que plusieurs médecins bénéficieront d'une formation spécialisée dans ce type d'interventions. Il a été également signalé que 14 médecins spécialistes et 10 infirmiers (suisses et algériens) ont été mobilisés pour assurer la réalisation des différentes opérations, selon les informations fournies.

OpenAI poursuivi en justice ChatGPT accusé d'avoir encouragé des suicides

L'entreprise OpenAI est dans la tourmente aux États-Unis. Le géant de l'intelligence artificielle (IA) est visé par de nouvelles poursuites accusant son programme ChatGPT d'avoir provoqué des suicides. Des affaires qui ont fait grand bruit dans le pays et qui remettent à nouveau en question les contrôles et le fonctionnement des robots conversationnels basés sur l'IA.

En tout, OpenAI fait face à sept nouvelles plaintes déposées cette semaine auprès d'un tribunal de Californie. Dans ces affaires, quatre utilisateurs de ChatGPT ont mis fin à leurs jours, tandis que les autres ont sombré dans un état psychologique très grave. Les avocats des plaignants racontent que le robot conversationnel est passé, au fil du temps, d'un outil d'aide pour le travail, l'école, les recherches à « une présence manipulatrice se présentant comme une confidente apportant un soutien moral ». Parmi les victimes qui ont mis fin à leurs jours, il y a un adolescent qui n'était âgé que de 17 ans. Ses proches ont confié à la justice des centaines de documents comprenant les échanges entre le jeune homme et ChatGPT. L'intelligence artificielle l'aurait notamment conseillé sur la manière la plus efficace de faire un nœud coulant. Les plaintes déposées cette semaine mentionnent, entre autres, des accusations de suicide assisté, d'homicide involontaire et de négligence. Pour les victimes, la responsabilité d'OpenAI, propriétaire de ChatGPT, ne fait aucun doute. Certains parents estiment que le produit a été mis sur le marché sans les tests nécessaires. De son côté OpenAI a qualifié ces affaires de « déchirantes » et « examiner les documents judiciaires » pour comprendre les détails.

Fièvre de la vallée du Rift

42 décès au Sénégal et en Mauritanie

La fièvre de la vallée du Rift a causé le décès de 28 et 14 personnes respectivement au Sénégal et en Mauritanie, du 20 septembre au 30 octobre, alors que le nombre total des cas d'infection recensés dans les deux pays s'est élevé à 404, a indiqué, jeudi, un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'épidémie de la fièvre de la vallée du Rift a débuté au Sénégal le 21 septembre dernier avant de se propager en Mauritanie, pays voisin. La maladie sévit notamment dans les zones d'élevage, principalement le bétail, mais l'agent pathogène peut également être transmis à l'homme, notamment par les piqures de moustiques. L'infection peut provoquer des formes graves de la maladie chez l'homme, entraînant des atteintes au foie et la perte de la vue. Dans certains cas, cela peut conduire à un décès. Le virus responsable de la maladie a été identifié pour la première fois au début du XXe siècle dans une ferme du Kenya, située dans la vallée du Grand Rift.

Intelligence artificielle

Les risques pour les enfants

L'IA ne présente pas seulement des risques psychiques et psychologiques pour les enfants, elle peut aussi avoir des effets physiques tels que la sédentarité et le surpoids. L'utilisation de cet outil qui permet de faciliter de nombreuses tâches et recherches doit être strictement contrôlée, sans quoi l'enfant risque de développer certains troubles.



L'intelligence artificielle fait de plus en plus partie de notre quotidien. S'il s'agit là d'une révolution fascinante, c'est aussi une source d'inquiétude. Cet outil qui permet de faciliter de nombreuses tâches et recherches est de plus en plus utilisé par les enfants, devenant un supplément éducatif : résolution d'exercices de mathématiques difficiles, fautes d'orthographe à éviter...

Pour les enfants, l'IA s'adapte à leur rythme d'apprentissage et rend l'éducation plus engageante et ludique. Dans certains pays, certaines écoles commencent à s'équiper d'applications, propulsées par l'IA, qui permettent de faciliter l'apprentissage de la lecture. Pour les enfants en situation de handicap, ces dispositifs peuvent constituer un outil de communication et d'accompagnement précieux. En Corée du Sud, une équipe de chercheurs a même construit une IA capable de détecter les premiers signes de trouble du neurodéveloppement. Selon les experts, l'utilisation de l'IA doit être strictement contrôlée, sans quoi l'enfant risque de développer certains troubles avec le risque d'addiction. Les premiers risques auxquels sont exposés les enfants via l'IA sont d'ordre cognitif. Les experts expliquent que « les enfants sont les cibles les plus vulnérables face aux applications qui souhaitent maximiser le temps passé devant un écran : c'est le cas de l'ensemble des réseaux sociaux, et des plateformes de visionnage de contenus. Les algorithmes de ces plateformes sont particulièrement performants pour capter et retenir l'attention, surtout celle des enfants. Parce qu'elle s'adapte en direct à leurs réactions (temps

passé sur la vidéo, boutons j'aime...), les enfants peuvent rester des heures devant un écran sans jamais s'ennuyer ». Ce qui génère de la dopamine, entraînant un important risque de dépendance et d'addiction : les enfants exposés aux écrans et à l'IA ne sont pas en mesure de contrôler eux-mêmes leur consommation. Ils risquent alors de développer des troubles de la concentration, un décrochage de l'intention, une perte d'autonomie et un retard dans l'acquisition de certaines facultés : lire, parler, compter... », expliquent les experts.

Ces derniers recommandent de ne pas laisser les enfants sur un téléphone ou devant un écran sans surveillance et d'instaurer un temps limité durant lequel ils peuvent en profiter. L'UNESCO préconise d'ailleurs aux parents et aux enseignants de ne pas exposer les enfants de moins de 13 ans à l'intelligence artificielle générative.

Les experts expliquent aussi qu'« en personnalisant l'information, l'IA construit des bulles de contenus dans lesquelles l'enfant est exposé à des idées qui renforcent ses préférences... et qui ne l'aident pas à développer son esprit critique ». Ainsi, une exposition répétée aux mêmes contenus limite sa capacité à confronter différents points de vue ou à prendre du recul. C'est pourquoi, il est essentiel de rester attentif aux contenus visionnés par les enfants ou aux discussions tenues sur les agents de conversation (ChatGPT...). Pour leur apprendre à utiliser ces outils avec discernement, il est conseillé d'échanger avec eux et de leur demander ce qu'ils observent et apprennent sur ces outils. L'im-

pact sur la santé mentale n'est pas à négliger. « En effet, l'IA permet aux algorithmes des réseaux sociaux d'être de plus en plus performants, parfois au détriment de leur audience. Les réseaux sociaux alimentent et renforcent la comparaison sociale chez les adolescents, alimentant un cercle nocif pour leur santé mentale. La comparaison à des images idéalisées favorise l'anxiété et la baisse de l'estime de soi », indiquent les experts. Certains jeunes se « confient » à l'IA : or, ces outils ne sont pas conçus pour aider les enfants et ne peuvent pas remplacer un suivi psychologique lorsque celui-ci est nécessaire ». Il est donc primordial pour les parents de repérer les signes qui traduisent une baisse de moral chez l'enfant : troubles alimentaires, baisse des résultats scolaires, de la curiosité... Encouragez-les à parler à quelqu'un en qu'ils ont confiance : famille, enseignant(e)... L'IA ne présente pas seulement des risques psychiques et psychologiques pour les enfants, elle peut aussi avoir des effets physiques tels que la sédentarité, les pratiques qui favorisent l'immobilité : jeux vidéo, visionnage de contenu, assistants vocaux... La sédentarité chez l'enfant augmente le risque de surpoids, de troubles du comportement alimentaire et dégrade la qualité du sommeil.

Par ailleurs, la lumière bleue, associée à une utilisation prolongée des écrans et potentiellement de l'IA, entraîne une fatigue oculaire et une altération du cycle naturel de repos de l'enfant. Selon les experts, les enfants de 6 et 12 ans ont besoin de minimum 9 heures de sommeil par nuit.

A.B

Ethique des neurotechnologies

L'UNESCO adopte le premier outil normatif mondial



L'UNESCO a adopté mercredi dernier le premier cadre normatif mondial sur l'éthique des neurotechnologies qui établit des garde-fous essentiels pour garantir que les neurotechnologies contribuent à améliorer la vie de ceux qui en ont le plus besoin, sans porter atteinte aux droits humains. Selon un communiqué publié le même jour, les neurotechnologies offrent des perspectives prometteuses, notamment en médecine, où la stimulation cérébrale profonde atténue les symptômes de troubles comme la dépression ou la ma-

ladie de Parkinson, et où les interfaces cerveau-ordinateur permettent à des personnes en situation de handicap de contrôler des prothèses ou de communiquer par la pensée. Si leur usage médical est strictement encadré, les neurotechnologies restent peu régulées dans d'autres domaines. Dans ce contexte, ce nouvel outil normatif appelle les États à garantir que les neurotechnologies restent inclusives et abordables, tout en établissant des garde-fous pour préserver la sanctité de l'esprit humain. L'outil normatif déconseille leur usage chez

les enfants et les jeunes à des fins non thérapeutiques et alerte également sur leur utilisation dans le monde du travail, pour surveiller la productivité ou établir des profils. Il souligne enfin l'urgence de mieux encadrer les produits susceptibles d'influencer le comportement ou de favoriser l'addiction, en assurant une information claire et accessible aux consommateurs. D'après l'organisation onusienne, le texte entrera en vigueur le 12 novembre, à la fin de la Conférence générale de l'UNESCO, réunie à Samarcande, en Ouzbékistan.

Philippines

Un million de personnes évacuées à cause du super typhon

Ce super-typhon balaiera l'archipel quelques jours seulement après Kalmaegi, responsable de plus de 224 morts dans le pays d'après les derniers chiffres du gouvernement, le typhon le plus meurtrier de l'année, selon la base de données spécialisée EM-DAT.



Les Philippines sont en alerte maximum. L'archipel fait en effet encore face à un typhon. Et c'est cette fois un super-typhon qui s'approche ce dimanche du pays. Fung-wong, dont le diamètre couvre virtuellement l'intégralité du pays, se dirige vers l'archipel depuis l'est en soufflant des vents de 185 km/h, voire de 230 km/h en pointe. Il doit

toucher terre dans la nuit, selon le service météorologique national, une semaine après le passage déjà dévastateur du typhon Kalmaegi. Au total, 916.863 personnes avaient été évacuées ce dimanche en début d'après-midi, a indiqué un haut responsable de la Défense civile, Rafaelito Alejandro. Les écoles et bâtiments publics resteront fermés lundi dans une large partie du pays,

notamment à Manille, et près de 300 vols ont déjà été annulés. « Les vagues ont commencé à gronder vers 07 heures du matin (minuit à Paris). Quand elles frappent le brise-lames, on dirait que le sol tremble », a témoigné Edson Casarino, un habitant de 33 ans de l'île de Catanduanes. Cette petite île risque d'être frappée de plein fouet par Fung-wong, a prévenu le service météorologique. « Ils ressentent l'impact du typhon [...] car l'œil du cyclone y est le plus proche », a expliqué Rafaelito Alejandro. Samedi, des habitants ont tenté de fixer leurs habitations au sol avec des cordes dans l'espoir qu'elles résistent aux rafales. Sur une vidéo, une église de la ville de Birac apparaît encerclée par les eaux de crues, qui montent jusqu'à la mi-hauteur de son entrée. Plus au sud, sur l'île de Mindanao, des inondations provoquées par de fortes pluies liées à l'arrivée de Fung-wong ont perturbé samedi le trafic. A Sorsogon, dans le sud de l'île principale de Luçon, certains ont trouvé refuge dans une église dès samedi. Fung-wong devrait déverser « des précipitations de 200 millimètres ou plus, qui peuvent provoquer des inondations étendues, pas seulement dans les zones de basse altitude », a mis en garde Benison Estareja, un météorologue du gouvernement. « Il est possible que nos plus importants bassins-versants débordent », a-t-il alerté. Ce super-typhon balaiera l'archipel quelques jours seulement après Kalmaegi, responsable de plus de 224 morts dans le pays d'après les derniers chiffres du gouvernement, le typhon le plus meurtrier de l'année, selon la base de données spécialisée EM-DAT. La province de Cebu recense la majorité des victimes, et les opérations de secours y ont été suspendues samedi en raison de l'arrivée de Fung-wong. Tous les ans, une vingtaine de tempêtes ou de typhons atteignent les Philippines ou s'en approchent, les régions les plus pauvres étant généralement les plus gravement affectées. Selon les scientifiques, le réchauffement climatique généré par l'activité humaine rend les phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents, plus meurtriers et plus destructeurs.

Chine-États-Unis

Pékin suspend l'interdiction d'exportation des métaux rares

La Chine a suspendu dimanche une interdiction d'exportation vers les États-Unis visant le gallium, le germanium et l'antimoine, des métaux rares cruciaux pour l'industrie moderne, un nouveau signe de détente entre les deux pays. Les restrictions, qui avaient été mises en place en décembre 2024, visaient les biens dit à "double usage", c'est-à-dire pouvant être utilisés pour des applications civiles mais aussi militaires. Les interdictions sont suspendues

dès ce dimanche et "jusqu'au 27 novembre 2026", a indiqué le ministère chinois du Commerce dans un communiqué. Cette annonce est un nouveau signe de bonne volonté de Pékin, dans la foulée de la rencontre entre les présidents chinois Xi Jinping et américain Donald Trump le 30 octobre en Corée du Sud. Ce sommet avait permis de dissiper des mois de tensions qui ont crispé l'économie mondiale. "En principe, l'exportation vers les États-Unis

de produits à double usage liés au gallium, le germanium, à l'antimoine et aux matériaux super durs ne sera pas autorisée", stipulait l'interdiction de décembre 2024 - désormais suspendue. Ce dossier était devenu un sujet de contentieux entre Pékin et Washington. Car les deux pays rivalisent pour la domination technologique mondiale et ces métaux rares (qui ne sont pas classés comme "terres rares") sont essentiels à l'industrie moderne.

Bolivie Le nouveau président prête serment



Le nouveau président bolivien, Rodrigo Paz, a prêté serment samedi, s'engageant à ce que la Bolivie ne sombre plus jamais dans une « isolation internationale ». Après avoir prêté serment, Paz a déclaré : « La Bolivie ne sera plus isolée comme auparavant, elle ne sera pas soumise à des idéologies dépassées et, certainement, elle ne tournera pas le dos au monde. » Il a souligné que la Bolivie revient dans

le monde, et le monde revient en Bolivie, en mentionnant la présence de plus de 70 délégations internationales lors de sa cérémonie d'investiture. Paz, issu du courant de centre-droit, avait déjà annoncé son intention de faire avancer le pays vers une ouverture sur le monde, en rétablissant les relations diplomatiques avec les États-Unis, rompues en 2008 par l'ancien président Evo Morales.

Etats-Unis

Visite inédite du président syrien

Le président intérimaire syrien, Ahmad al-Chareh, entame une visite officielle inédite à Washington, au cours de laquelle il doit être reçu lundi à la Maison Blanche par Donald Trump. Il s'agit de la première visite bilatérale d'un chef d'Etat syrien aux Etats-Unis depuis l'indépendance du pays en 1946. La visite du dirigeant syrien intervient au lendemain de son retrait de la liste noire américaine du terrorisme, dans la foulée de la levée des sanctions contre M. Chareh par le Conseil de sécurité de l'ONU. Selon les médias officiels syriens, M. Chareh est arrivé à Washington samedi et a rencontré des représentants des organisations syriennes dans la capitale fédérale.

Guinée

09 candidats à l'élection présidentielle

La Cour suprême en Guinée a publié samedi une liste provisoire de neuf candidats à l'élection présidentielle du 28 décembre sur laquelle figure le président de transition, Mamadi Doumbouya. Parmi 51 dossiers enregistrés, la Cour suprême a retenu huit autres candidats, pour la plupart peu connus du grand public. Les candidats recalés ont 72 heures pour faire appel. La Cour suprême dispose de 48 heures pour trancher après réception des recours. Le scrutin présidentiel, espéré depuis des années par la population et la communauté internationale, doit acter la fin de la transition en cours depuis septembre 2021. Plus de 6,5 millions d'électeurs sont attendus aux urnes pour la présidentielle du 28 décembre 2025.

Japon

Alerte au tsunami, après un séisme

L'agence météorologique du Japon a émis dimanche une alerte au tsunami après un séisme de magnitude 6,7 au large du nord-est du pays. Le tremblement de terre s'est produit à 17h03 (8h03 GMT) au large du département d'Iwate, avec un risque de vagues de tsunami allant jusqu'à un mètre de haut, selon la même source. Un tsunami a été observé à 70 km des côtes de la préfecture d'Iwate à 17h12 (08h12 GMT) et devrait prochainement toucher la côte Pacifique avec une vague de près d'un mètre de haut, selon la télévision publique japonaise NHK. Un tremblement de terre de magnitude 6,26 sur l'échelle de Richter a touché dimanche la côte est de Honshu, la plus grande île du Japon sur laquelle est située Iwate, selon le Centre américain d'alerte des tsunamis. L'institut d'études géologiques américain (USGS) a, lui, évalué la secousse à 6,8 sur l'échelle de Richter. NHK a fait état de vagues de tsunami au large et appelé la population à s'éloigner des plages, bien que les directs télévisés montrent à ce stade une mer calme. Aucune anomalie n'est à signaler sur le site nucléaire d'Onagawa. La région est toujours traumatisée par le terrible séisme de magnitude 9,0 de 2011, qui avait déclenché un tsunami responsable de quelque 18.500 morts ou disparus. La catastrophe avait également entraîné la fusion de trois des réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima, pire désastre de ce type depuis Tchernobyl. Le Japon se situe à la jonction de quatre plaques tectoniques, sur ladite « Ceinture de feu » du Pacifique. Le pays présente l'une des plus fortes activités sismiques au monde. L'archipel de 125 millions d'habitants enregistre environ 1.500 tremblements de terre par an. La plupart sont faibles, même si les dégâts peuvent varier en fonction de leur localisation et de leur profondeur.

Internationaux algériens

Les signaux forts Maza, Mahrez et Titraoui



A quelques jours du prochain regroupement de l'équipe nationale, plusieurs internationaux algériens se distinguent de manière éclatante en club. Entre l'explosion d'Ibrahim Maza en Bundesliga, l'efficacité retrouvée de Riyad Mahrez en Arabie Saoudite et l'ascension régulière de Yacine Titraoui en Belgique, le sélectionneur Vladimir Petković voit son groupe se renforcer au meilleur moment.

Par Marouane A.

Des performances qui installent un climat d'optimisme et de concurrence positive avant les prochaines échéances continentales.

Le Bayer Leverkusen a trouvé sa nouvelle pépite, et elle porte un nom algérien. A seulement 19 ans, Ibrahim Maza enchaîne les prestations de haut niveau avec une maturité déconcertante. Samedi soir, il a été l'un des grands artisans du carton infligé à Heidenheim (6-0) en inscrivant un doublé plein de sang-froid, portant son total à trois buts toutes compétitions confondues cette saison.

En l'espace d'une semaine, le milieu offensif a marqué en Coupe d'Allemagne pour qualifier son club au troisième tour, été homme du match en Ligue des champions lors de la victoire à Lisbonne, obtenu une place dans l'équipe type de la 4e journée de C1, et signé son premier doublé en Bundesliga.

Arrivé cet été du Hertha Berlin pour 12 millions d'euros, Maza s'est imposé dans l'entrejeu de Kasper Hjulmand, qui n'hé-

site plus à lui faire confiance dans les grands rendez-vous. A l'heure où l'EN cherche à renforcer sa créativité et son volume de jeu au milieu de terrain, l'émergence de Maza tombe à point nommé. Le staff national suit de près sa progression et pourrait lui offrir davantage de responsabilités lors du prochain stage, lui qui a déjà disputé des minutes importantes contre le Togo et l'Ouganda en 2024.

Mahrez, le capitaine rassure et reste décisif

Loin de l'Europe mais toujours aussi influent, Riyad Mahrez a fait parler son sens du but dans le très chaud derby de Djeddah. L'ailier gauche de la sélection a inscrit l'unique but de la rencontre face à Al Ittihad, offrant à son équipe une victoire de prestige sur la pelouse du rival.

Sur une action initiée par Franck Kessié, Mahrez a jailli au premier poteau, trompant le gardien adverse après un léger temps d'arrêt pour maîtriser le rebond du ballon. Un geste de renard des surfaces, rare dans son registre habituel mais révélateur de son intelligence de jeu.

Cette prestation rassure sur l'état de forme du capitaine des Verts, qui semble monter en puissance physiquement tout en retrouvant sa capacité à peser sur les grands matchs. Un signal très positif pour le staff, alors que son leadership et son apport offensif seront déterminants lors des prochains défis continentaux.

Titraoui, la confirmation d'un talent

En Belgique, Yacine Titraoui continue d'asseoir sa progression. Le milieu de Charleroi a marqué l'un des plus beaux buts de la 14e journée en ouvrant le score d'une sublime frappe en lucarne contre Westerlo (2-0). Déjà très en vue cette saison, l'ancien du Paradou capitalise sur sa convocation internationale et montre qu'il est prêt à franchir un cap. Son activité, sa qualité technique et sa justesse dans les transmissions en font un profil rare dans le football algérien actuel. A seulement 20 ans, il pourrait devenir une option très intéressante pour compléter un milieu national en pleine mutation, surtout si Petković choisit d'injecter davantage de fraîcheur dans l'équipe.

EN A'-Egypte en amical
Slimani et Boudebouz en renfort

Le sélectionneur de l'équipe nationale A' Madjid Bougherra a convoqué vingt-sept (27) joueurs en prévision de la double confrontation amicale face à l'Egypte en novembre, dans le cadre de la préparation de la Coupe arabe Fifa 2025 (1-18 décembre au Qatar), a indiqué samedi la Fédération algérienne de football (FAF).

La liste dévoilée par la FAF, est marquée par la convocation des deux

internationaux algériens, à savoir, le meilleur butteur en activité de l'équipe nationale A, Islam Slimani (CFR Cluj/ Roumanie) et le meneur de jeu de la JS Kabylie, Ryad Boudebouz. Bougherra a également fait appel au défenseur international «A» Abdelkader Bedrane (Damac FC/ Arabie saoudite) et au prometteur attaquant du CS Constantine, Nassim L'Ghoul. L'équipe nationale de football A', disputera deux matchs amicaux face à son homologue égyptienne, le vendredi 14 novembre (14h00) et le lundi 17 novembre (16h00) au stade Al Salam du Caire.

Ligue 2 amateur (Gr. Centre-Est - 9e j)

L'USB toujours leader

L'US Biskra a conservé les commandes du groupe Centre-Est de la Ligue 2 amateur de football, à l'issue de la 9e journée disputée samedi, grâce à sa précieuse victoire en déplacement face à l'AS Khroub (1-0), gardant à distance ses poursuivants directs dans la course à l'accession. Solides et efficaces, les Biskris ont enchaîné un septième succès cette saison, confirmant leur statut de sérieux candidats à la montée en Ligue 1. Leur courte mais précieuse victoire leur permet de porter leur total à 21 points, soit deux longueurs d'avance sur le CA Batna (19 pts), victorieux du MO Béjaïa (2-1) dans un duel au sommet. Les Batnéens, portés par leur public, ont fait la différence grâce à une meilleure maîtrise du jeu, maintenant ainsi la pression sur le leader. Le MO Béjaïa (16 pts), sous la conduite de l'entraîneur Mustapha Biskri, concède pour sa part sa deuxième défaite de rang, mais conserve toutefois sa place dans le haut du tableau. De son côté, l'US Chaouia a signé un succès

important face au HB Chelghoum Laïd (2-0), remontant à la troisième place (18 pts). Le club des Aurès poursuit ainsi sa belle dynamique, toujours invaincu à domicile. Le NRB Téliégma s'est également distingué ce week-end en surclassant la JSD Jijel (3-0), un résultat qui lui permet de rester dans le peloton de tête avec 17 points. A contrario, la JSD Jijel, dirigée pour la première fois par le nouvel entraîneur Mohamed Manaa, glisse à la 7e place (15 pts). Dans le même temps, l'USM Annaba (16 pts) a confirmé son redressement en battant dans le temps additionnel l'IB Khemis El Khechna (1-0). Dans le milieu du tableau, le NC Magra a pris le dessus sur le MO Constantine (1-0), tandis que la JS Bordj Ménaïel s'est relancée en disposant du CR Béni Thour (3-1). En revanche, le NRB Béni Oulbane a été tenu en échec à domicile par le MSP Batna (1-1), un résultat qui n'arrange aucune des deux formations, toujours engluées dans le bas du classement.

Ligue 1 Mobilis
(11e journée)

Le MCO leader

Le MC Oran, large vainqueur en déplacement face au MB Rouissat (3-1), s'est installé provisoirement en tête du classement de la Ligue 1 Mobilis de football, alors que le derby algérois, CR Belouizdad - USM Alger s'est terminé sans vainqueur (0-0), samedi pour le compte de la 11e journée, devant se poursuivre dimanche.

Les hommes de Juan Garrido se trouvent sur une courbe ascendante après une série de quatre matchs sans défaite (trois victoires et un nul), et qui semblent bien décidés à jouer les premiers rôles cette saison.

Après une 1ère mi-temps à égalité (1-1), les «Hamraoua» ont du attendre le dernier quart d'heure de la rencontre pour planter deux banderilles par Aliane (73e) et Hamra (76e), synonymes d'une précieuse victoire.

A la faveur de ce succès, les coéquipiers de l'excellent Boukholda se hissent provisoirement en tête du classement avec 20 points, soit une unité d'avance sur l'ex-leader, le MC Alger.

En revanche, le MB Rouissat, continue de manger son pain noir et enregistre son cinquième match sans victoire, glissant au passage à la 9e position.

Le derby de la capitale entre les deux représentants algériens en Coupe de la Confédération, le CR Belouizdad et l'USM Alger, disputé au stade 5 juillet, n'a pas connu de vainqueur. Les deux équipes qui restaient sur deux succès consécutifs, n'ont pas réussi à trouver la faille malgré quelques opportunités de scorer.

Avec ce nul vierge, le CRB et l'USMA se partagent la sixième place avec 14 points et deux matchs en retard.

De son côté, l'USM Khenchela, qui demeurerait sur une mauvaise série a renoué avec la victoire en battant l'ES Mostaganem par la plus petite des marges, grâce au Camerounais, Frank Etouga (15e), dont le but enfonce un peu plus l'ESM au classement général (14e - 8 pts).

La quatrième et dernière rencontre au programme de la première partie de la 11e journée, entre l'ES Sétif et l'Olympique Akbou, s'est soldée par un score de parité (1-1) qui arrange beaucoup plus les visiteurs.



Vovinam Viet Vo Dao
Championnat du monde 2025
L'Algérie décroche la 2e place

L'équipe nationale algérienne de Vovinam Viet Vo Dao a remporté la deuxième place à l'issue de la 8e édition du Championnat du monde de la discipline, qui s'est tenue à Bali (Indonésie) du 4 au 7 novembre, après avoir récolté 24 médailles, dont neuf en or, a-t-on appris samedi auprès de la Fédération algérienne de Vovinam Viet Vo Dao.

Le président de l'instance fédérale, Mohamed Djouadj, a indiqué à l'APS que, malgré la difficulté des combats, la sélection algérienne a réussi à réaliser un « exploit historique » en se classant deuxième au niveau mondial, avec 9 médailles d'or, 10 d'argent et 5 de bronze.

Le Vietnam a été sacré champion du monde avec 24 médailles d'or et une d'argent, tandis que le Cambodge a pris la troisième place, avec 7 médailles d'or, 11 d'argent et 5 de bronze.

Djouadj a commenté ces résultats en déclarant : « Je suis fier de ce qu'ont accompli les athlètes algériens lors du Mondial de Bali, en Indonésie. Nos champions ont prouvé que l'Algérie pouvait rivaliser avec les meilleures écoles mondiales d'arts martiaux. » Ce couronnement est le fruit d'un long travail entamé il y a plusieurs années dans les différents centres régionaux. »



France

L'OM reprend la tête du classement

En difficulté ces dernières semaines, l'OM a relevé la tête en surclassant samedi Brest (3-0), reprenant provisoirement la première place de la Ligue 1 à égalité avec Lens qui a lourdement fait chuter Monaco à domicile (4-1). Avec un seul succès en cinq matches, toutes compétitions confondues, Marseille était en proie au doute et avait absolument besoin de se ressaisir pour éviter les turbulences juste avant la trêve internationale. Les joueurs de Roberto De Zerbi ont parfaitement réagi en dominant aisément des Brestois très limités. Une grossière faute de main du gardien breton Radoslaw Majewski sur un coup franc d'Angel Gomes a lancé les Olympiens avant un penalty de Mason Greenwood, son 8e but de la saison, et une reprise signée Pierre-Eymerick Aubameyang. L'OM, au bord de la crise de nerfs après le revers concédé au Vélodrome contre l'Atalanta Bergame en Ligue des champions mercredi (1-0), peut souffler même si venir à bout de Brest, 13e et sans victoire depuis le 28 septembre, n'a rien d'un exploit. Mais malgré leur inconstance, les Marseillais sont toujours aux avant-postes et se retrouvent leaders avec un point d'avance sur le PSG, troisième avant son déplacement dimanche à Lille en clôture de la 12e journée du championnat. Si l'OM continue d'être le poil à gratter des Parisiens qui payent un précédent exercice harassant, il faudra peut-être aussi compter avec Lens. Les Sang et Or ont effectué une véritable démonstration à Monaco, submergé et réduit à dix juste avant la pause après l'exclusion de Folarin Balogun (45e).

Emmenés par un Florian Thauvin intenable, les Nordistes ont profité des largesses de la défense monégasque, symbolisée par l'erreur de relance de Thilo Kehrer, à l'origine de l'ouverture du score lennoise par Odsonne Edouard. Wesley Saïd s'est de son côté offert un doublé. Un coup de massue de plus pour le club de la Principauté (6e), déjà surpris il y a une semaine par le Paris FC à Louis II (1-0). Signe que le changement d'entraîneur, avec l'arrivée de Sébastien Pocognoli à la place d'Adi Hutter, est loin de porter ses fruits. Dans la deuxième partie du tableau, Le Havre (12e) a arraché un point précieux dans les arrêts de jeu face à Nantes (14e) au stade Océane (1-1). On ne laisse donc personne indifférent sur la scène internationale.



Turquie

Messi interesse Galatasaray

Alors que la saison de Major League Soccer touche à sa fin, une rumeur enflamme les réseaux et les médias européens : Lionel Messi pourrait rejouer en Europe dès cet hiver. Le champion du monde argentin, actuellement à l'Inter Miami, aurait été approché par un grand club turc pour un prêt de courte durée. Une hypothèse qui fait frémir les supporters et qui pose une question simple : Messi acceptera-t-il de relever un dernier défi avant la Coupe du monde 2026 ? Selon les informations du média turc FotoMaç, le Galatasaray aurait ouvert des discussions pour accueillir Lionel Messi entre janvier et mars prochains. L'idée ? Profiter de la longue trêve de la Major League Soccer, qui s'étend de décembre à mars, pour attirer la star argentine en prêt. En effet, la saison américaine s'achève début décembre, selon les performances des clubs en play-offs. Une coupure de près de trois mois attend donc les joueurs avant la reprise prévue au printemps. Pour certains, ce repos prolongé peut s'avérer contre-productif, surtout pour un joueur comme Messi, habitué à enchaîner les matches. Le club d'Istanbul verrait dans cette opportunité un double bénéfice : renforcer son effectif avec l'un des meilleurs joueurs du monde, tout en réalisant un coup marketing colossal. L'arrivée de Lionel Messi, même pour un trimestre, boosterait la notoriété du championnat turc et remplirait les caisses du club en quelques jours.



Allemagne



Les victoires du Bayern stoppées

Le Bayern a vu samedi sa série record de victoires en début de saison s'arrêter samedi après-midi à Berlin, avec un match nul (2-2) face à l'Union, mais a tout de même accru son avance en tête de la Bundesliga.

Malgré ce premier très léger faux-pas des Munichois dans la saison après 16 victoires consécutives toutes compétitions confondues, les hommes de Vincent Kompany augmentent leur avance à six points. Car dans le même temps, le RB Leipzig s'est incliné sur la pelouse de Hoffenheim 3 à 1, et le Borussia Dortmund a concédé le match nul sur la pelouse du Hambourg SV (1-1), à la toute fin du temps additionnel (90e+7). Avec 28 points au compteur, les Munichois devancent nettement un peloton de cinq équipes qui se tiennent en quatre points: Leipzig (22), Dortmund (21), le Bayer Leverkusen (20), Hoffenheim (19) et Stuttgart (18), le club souabe recevant Augsburg dimanche pour densifier encore ce quintette. «On ramène non seulement quelque chose de Berlin mais on garde la concurrence à distance, ce que je n'aurais pas cru vu le déroulé de la rencontre», a résumé le capitaine du Bayern, Manuel

Neuer après la première rencontre très compliquée du Bayern en Bundesliga. Les Munichois ont été bougés en première période. Pour la première fois de la saison en championnat, ils ont été logiquement menés au score. Sur un corner joué ras de terre, Danilho Doekhi a repris directement et a profité d'une erreur de main inhabituelle de Neuer (27e). Luis Diaz, éblouissant en première période contre le Paris SG en Ligue des champions (2-1) mardi avant son exclusion, a égalisé onze minutes plus tard. Sur une balle un peu trop forte de Josip Stanisic, le Colombien a taclé pour éviter la sortie de but, s'est relevé, a dribblé son défenseur et a trouvé les filets de Frederik Rönnow dans un angle complètement fermé.

Bonne opération pour Leverkusen

Une nouvelle fois dominés en début de

seconde période, les Munichois ont repris le contrôle de la partie à l'heure de jeu, mais ont été surpris sur un nouveau coup de pied arrêté mal négocié, Doekhi reprenant dans la surface une balle mal dégagée par Harry Kane (2-1, 83e). Le Bayern s'est arraché en fin de rencontre pour rester invaincu en Bundesliga, et a trouvé la faille sur l'une des très rares erreurs de défense berlinoise. Sur un centre de Tom Bischof, Kane s'est retrouvé seul à 10 mètres et n'a laissé aucune chance à Rönnow pour son 13e but de la saison en Bundesliga (2-2, 90e). «Ca a été un match difficile, on savait que ça allait être une vraie bataille. On devait rester calmes, même quand on était derrière 2-1 au score», a glissé l'attaquant anglais au micro du diffuseur Sky après la rencontre. Le Bayern reste invaincu en Bundesliga depuis huit mois (défaite 3-2 contre Bochum à domicile le 8 mars), avec 15 victoires et 4 matches nuls.

Espagne

L'Atlético rejoint le Barça

Tenu en échec à la mi-temps, l'Atlético Madrid s'en est une nouvelle fois remis au flair de son héros Antoine Griezmann, auteur d'un doublé clinique, pour vaincre le promu Levante (3-1) samedi et se hisser provisoirement à hauteur du FC Barcelone, à la 2e place de la Liga. Remplaçant au coup d'envoi, le meilleur buteur de l'histoire du club rojiblanco, d'abord trouvé dans la surface par l'international espagnol Marcos Llorente (61e, 2-1), puis opportuniste après

une frappe de l'Argentin Julian Alvarez repoussée par le gardien adverse (81e, 3-1), a offert un succès précieux aux siens sur la pelouse du Metropolitano. Déjà décisif face au Séville FC (3-0) le week-end dernier comme joker de luxe, l'attaquant français de 34 ans permet à l'Atlético (3e, 25 points) de revenir provisoirement à hauteur du Barça (2e) avant le déplacement de ce dernier à Vigo (13e, 13 points) dimanche (21h00), et à cinq longueurs du Real (1er, 30 points), opposé dimanche (16h15) à son autre voisin, le Rayo Vallecano (11e, 14 points). Interrogé en conférence de presse sur son nouveau rôle, Griezmann a assuré qu'il répondrait présent à chaque fois que son équipe aura besoin de lui. «J'ai toujours été un joueur qui parle sur le terrain. Et au final, que ce soit pour 30 minutes ou 90 je répondrai toujours présent. Les rôles peuvent évoluer dans une saison, nous ne sommes qu'en novembre, la saison est encore longue. Je

ne pense pas au rôle qu'on me donne, mais seulement à bien faire lorsque je suis sur le terrain et à rester moi-même», a-t-il expliqué. «Tous les joueurs veulent jouer, c'est normal, c'est ce qui nous rend heureux. J'ai des coéquipiers qui veulent jouer aussi, mais personne ne fait la tête. Surtout pas moi, parce que je sais que je suis un exemple pour tous ceux qui me regardent, pour mon fils qui me regarde depuis la tribune», a poursuivi l'ex-international français (137 sélections, 44 buts). Les hommes de Diego Simeone avaient ouvert le score sur un centre de Pablo Barrios dévié contre son camp par le défenseur adverse Adrian De la Fuente (12e, 1-0) mais s'étaient fait surprendre sur un corner repris de la tête au second poteau par le latéral gauche Manuel Sanchez, formé à l'Atlético (21e, 1-1). Levante (17e, 9 points), a cru réduire la marque en fin de match sur un coup franc joué à deux par Carlos Alvarez (90e), annulé pour hors-jeu.

Angleterre

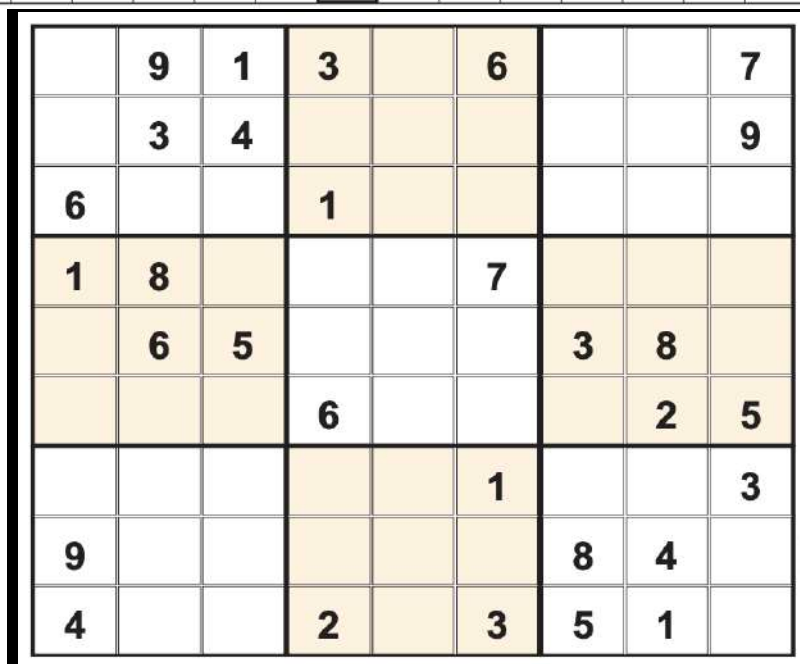
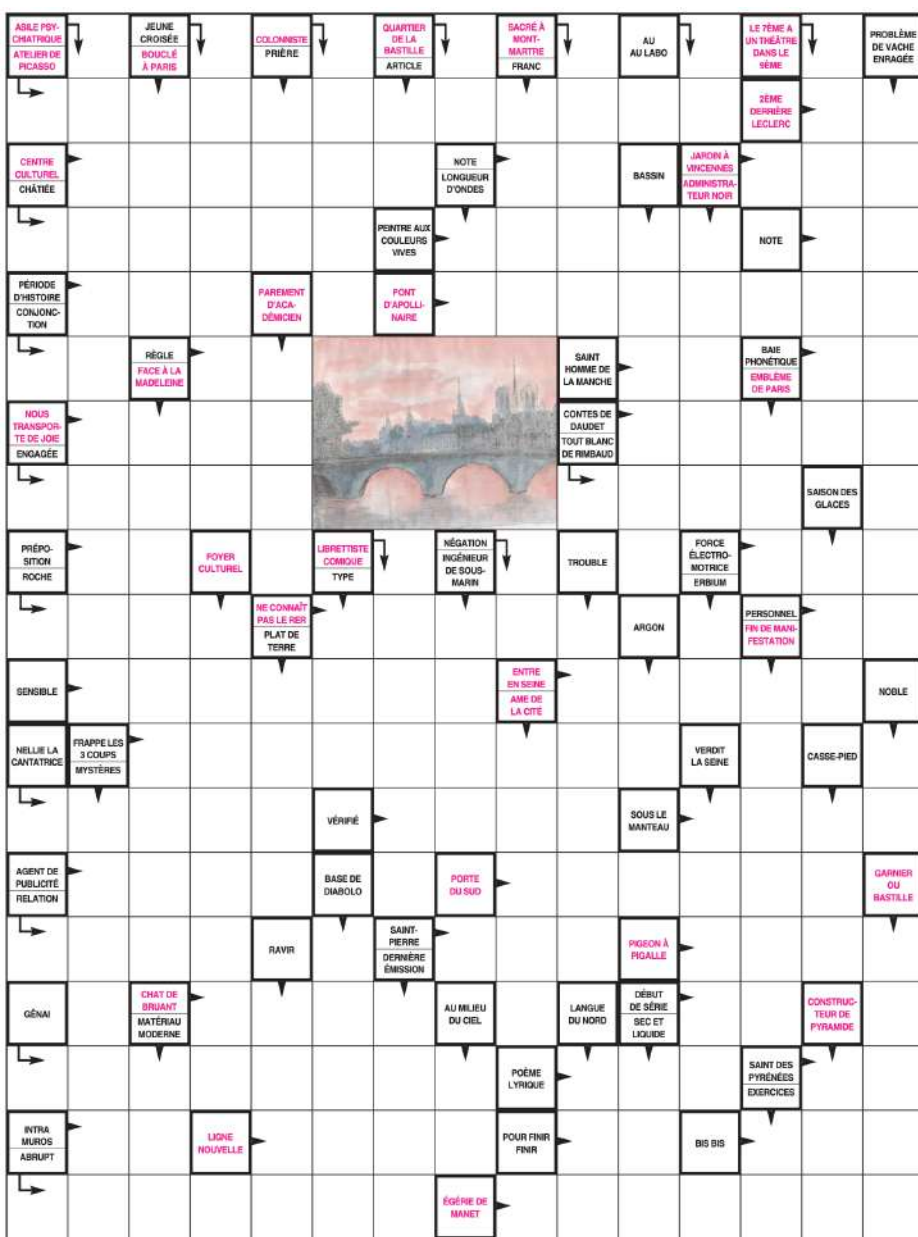
Tottenham accroché par Manchester U

Menant à la mi-temps (1-0), Manchester United a encaissé deux buts sur le tard mais a réussi à arracher l'égalisation dans le temps additionnel à Tottenham (2-2), samedi en ouverture de la 11e journée de Premier League. Manchester United a ouvert le score par Bryan Mbeumo (32e, 0-1), de la tête sur un centre sans élan d'Amad Diallo, le cinquième but en championnat de l'international camerounais. En difficulté cette année à domicile, Tottenham a réussi à renverser la vapeur dans les dernières minutes de la rencontre. M. Tel (84e) et Richarlison (90e+1) ont donné l'avantage à leur équipe avant que De Ligt n'égalise d'une tête au second poteau sur un corner tiré par Bruno Fernandes (90e+6), permettant à son entraîneur Ruben Amorim d'enchaîner un cinquième match sans défaite en championnat. tains des arbitres incriminés sont soupçonnés d'avoir parié sur des matches qu'ils ont supervisés. Une enquête de la fédération sur 571 arbitres turcs des ligues professionnelles de football avait révélé fin octobre que 152 d'entre eux, dont 22 officient en première division turque, «parient activement» sur des rencontres. Dans un communiqué commun mercredi, ces arbitres ont dénoncé des «accusations odieuses», affirmant qu'aucun d'entre eux n'a jamais parié sur un match qu'il a dirigé. Une partie d'entre eux affirme également que leurs paris remontent à une époque où ils étaient arbitres amateurs

LES MOTS FLÉCHÉS

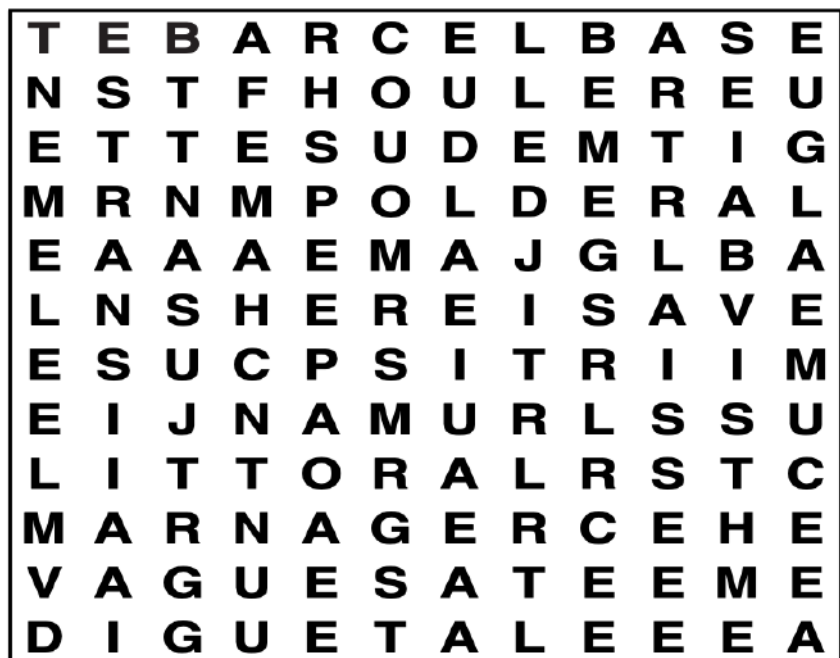
VERTICALEMENT

1. Gros oeuvre...ou grand oeuvre, c'est selon.
2. Surchargé. La troupe des sans grade. 3. Héros avisé de la guerre de Troie. Défunte Allemagne.
4. Les orgues de Staline, en abrégé. Bambocheur.
5. Monte en l'air (et y reste). 6. Devant la Vierge. Os de vertébré. 7. Pied de vers. Coutumes.
8. Bourgeoisie révolutionnaire. 9. Grand lac. Maladie de l'oreille. 10. Activité où excellait Louis XVI.



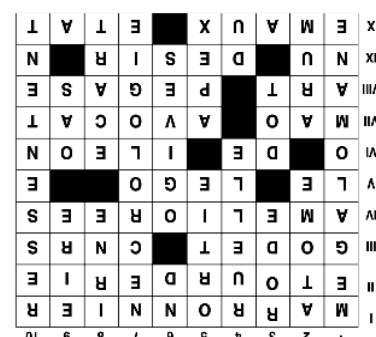
**la ville qui ne dort jamais
(New York)**

PHARE
POLDER
SABLE
TEMPETE
VAGUES
VASIERE



SUDOKO

SUDOKO – LES MOTS CROISÉS –



SOLUTION

LES MOTS FLÉCHÉS



Une mutation culturelle en marche

À Alger, l'anglais s'impose comme la nouvelle langue du livre

Au 28^e Salon international du livre d'Alger, qui s'est achevé hier, les stands consacrés à la littérature anglophone ont connu une affluence inédite. Romans, manuels et best-sellers traduits ou en version originale séduisent un public jeune et connecté, symbole d'un basculement linguistique et culturel profond.



■ **Samy Terki**

Le 28^e Salon international du livre d'Alger (SILA) s'est refermé sur une image forte, celle d'un public nombreux feuilletant, parfois en anglais, les pages de romans, d'essais ou de manuels venus du monde anglophone. Une scène qui traduit un changement silencieux mais décisif dans les habitudes de lecture en Algérie. Dans les allées colorées du Palais des expositions, les stands des éditeurs britanniques et des distributeurs locaux partenaires ne désespèrent pas. D'un bout à l'autre du salon, les enseignes « Oxford », « Macmillan » ou « Cambridge University Press » attirent une foule jeune, curieuse, souvent avide d'élargir ses horizons. « Nos produits couvrent un vaste éventail, des dictionnaires aux classiques, en passant par les méthodes d'apprentissage, les ouvrages universitaires et les romans contemporains », explique Lyes Kouchkar, représentant de plusieurs maisons d'édition britanniques. Ces dernières années, la présence de l'anglais s'est renforcée au SILA, jusqu'à devenir un phénomène marquant de l'édition nationale. L'essor de cette langue n'est pas un hasard. Depuis l'introduction de l'anglais dès

le cycle primaire en 2022, les jeunes générations l'associent à la modernité, à l'avenir et à l'ouverture sur le monde. Pour beaucoup, apprendre l'anglais, c'est aussi accéder à un univers globalisé où circulent les savoirs, la technologie et la culture numérique. La maison d'édition et de distribution Al Yasmine a elle aussi constaté la tendance. « Nos rayons étaient initialement bien garnis, mais au huitième jour, il ne restait plus que quelques titres », observe son responsable des relations publiques, Wassim Fettouche. Pour encourager ce nouvel engouement, la maison a proposé des remises importantes sur les ouvrages en anglais. Parmi les titres les plus demandés : Emily et Dracula, des classiques revisités qui séduisent les jeunes lecteurs en quête d'authenticité linguistique. Les livres pour enfants, les romans Young Adult et les récits éducatifs figurent parmi les meilleures ventes, tout comme les manuels de préparation aux examens internationaux. Des ouvrages de référence, tels que English Grammar in Use de Raymond Murphy ou ceux de Michael Swan, se vendent à un rythme soutenu. De nombreux professionnels (médecins, juristes, architectes ou financiers) s'y intéressent également pour

améliorer leur maîtrise de la langue dans un cadre professionnel. Pour une génération connectée aux séries, aux jeux vidéo et aux musiques anglophones, lire en anglais n'a plus rien d'un défi. C'est une prolongation naturelle de leur environnement quotidien. « L'anglais, c'est la langue du monde, de la science et du numérique. Lire en anglais, c'est élargir ses horizons », confie Ikram, 23 ans, étudiante, rencontrée au stand Oxford. Au-delà du phénomène linguistique, la popularité croissante de l'anglais au SILA a une portée symbolique. Dans un salon longtemps dominé par l'arabe et le français, l'anglais s'impose comme une troisième voie, un souffle nouveau dans la scène culturelle algérienne. Pour les traducteurs, cette « évolution » ouvre la perspective d'un dialogue inédit entre les littératures algérienne et anglophone, entre un patrimoine ancré et un monde en mouvement. Si la langue de Shakespeare ne concurrence pas encore les deux piliers historiques du SILA, sa progression semble irrévocable. Portée par une « jeunesse » curieuse, connectée et ambitieuse, elle s'impose désormais comme une langue d'avenir.

L'inclusion au cœur du salon

Le braille s'invite au salon du livre

Au 28^e Salon international du livre d'Alger (SILA), un petit stand a attiré l'attention par sa simplicité et son message fort, rendre la lecture accessible à tous. Loin des grandes maisons d'édition et des signatures d'auteurs connus, l'espace dédié au braille a offert une véritable leçon d'humanité et de partage. Dans ce coin du salon, les livres ne se lisent pas avec les yeux, mais avec les doigts. Les visiteurs y ont découvert un univers où le toucher devient le lien entre les mots et l'imaginaire. La maison d'édition « Voir par le savoir » s'y est distinguée avec un projet inédit : un conte en tamazight, « Tamachaout N'Mchach » (L'histoire des chats), écrit par Amalou Abderrahmane, et publié en braille 3D. L'ouvrage, pensé pour les non-voyants mais aussi pour les curieux voyants, permet une lecture tactile. Les formes et les reliefs guident la main du lecteur à travers l'histoire. Ce conte, inspiré de la tradition orale kabyle, mêle culture, poésie et pédagogie. Une innovation rare qui a fasciné de nombreux visiteurs, notamment des enfants, heureux de pouvoir « lire avec les doigts ». Mais ce qui a le plus marqué les passants, c'est le geste de l'équipe de Voir par le savoir, tous les livres étaient distribués gratuitement. Les visiteurs pouvaient repartir avec un exemplaire sans rien payer. Un acte simple, mais porteur d'un message fort, la culture ne doit pas avoir de barrière, ni économique, ni physique. Un autre livre, consacré à l'histoire du « braille » et à son inventeur Louis Braille, complétait cette initiative. Il racontait comment, au XIX^e siècle, ce système d'écriture a permis aux personnes aveugles d'accéder à la lecture et à l'éducation. Cette « présence » du braille au SILA a profondément touché les visiteurs. Beaucoup ont découvert ce mode de lecture pour la première fois. Dans un salon souvent dominé par l'arabe et le français, cet espace dédié à l'inclusion a rappelé que la culture peut se vivre autrement. En mettant en avant ce projet, le SILA a prouvé que le livre ne se résume pas aux pages imprimées. Il peut aussi se lire dans le silence, au bout des doigts, dans un geste de respect et d'ouverture. Le succès rencontré par ces « ouvrages » montre une réelle curiosité du public algérien pour les formes nouvelles de lecture et une sensibilité grandissante aux questions d'accessibilité. Cette année, plus encore que les précédentes, le salon du livre d'Alger a montré que la littérature n'est pas seulement affaire de mots, mais aussi d'humanité.

R.C.

SILA 2025

Voix sahraouies et mémoire d'une lutte

Une conférence-débat intitulée « Sahara occidental : résistance continue » s'est tenue mercredi à l'espace panafricain du 28^e Salon international du livre d'Alger (SILA). Plusieurs intervenants venus des camps de réfugiés ou des territoires occupés ont échangé leurs analyses et leurs témoignages sur la persistance d'un combat qui dépasse la sphère politique pour toucher à la mémoire et à la culture. La rencontre, suivie par un public nombreux et attentif, a permis de « croiser » des points de vue sur les formes multiples de la résistance sahraouie, de l'action militante sur le terrain à la transmission du récit collectif. Pour le politologue et expert en relations internationales Abdelkader Soufi, la lutte ne se limite pas à la confrontation militaire : « La résistance ne se mesure pas

seulement par les combats, mais aussi par la capacité des Sahraouis à transmettre leur histoire et leurs revendications aux nouvelles générations et au monde », a-t-il expliqué. Avant d'ajouter : « La culture est une arme aussi puissante que la politique ». Au fil des échanges, la question de l'information s'est imposée comme un « axe » central de la discussion. Les « intervenants » ont dénoncé la désinformation persistante autour du conflit et rappelé le rôle décisif des médias indépendants et des intellectuels dans la défense du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. L'activiste Mohamed Mouloud Moulay Lahcen a insisté : « Il est crucial que la vérité sur le Sahara occidental soit portée dans les médias internationaux, contre les campagnes de manipulation. Le combat pour la reconnaissance passe aussi par la bataille de

l'information ». Cette bataille s'accompagne d'un travail de mémoire que les militants jugent essentiel. Somia Badi a ainsi rappelé l'importance de la documentation et des archives : « Chaque témoignage, chaque document que nous produisons est un pas vers la justice et vers une mémoire collective qu'aucune force ne pourra effacer ». Elle a souligné que ce travail de « préservation » constitue une forme de résistance face à l'effacement culturel et politique. Malgré les obstacles et la situation difficile dans les territoires sahraouis, la détermination reste intacte. « La situation demeure difficile, mais notre engagement reste total. La jeunesse sahraouie est déterminée à poursuivre la lutte jusqu'à la pleine souveraineté de notre territoire », a déclaré Mohamed Salem, militant présent à la rencontre.

Le débat s'est également élargi à la question du soutien panafricain. Bahia Maalouma a rappelé que « ce débat au SILA symbolise la convergence des luttes africaines », appelant à renforcer la solidarité continentale. « Nous comptons sur nos partenaires africains pour faire entendre notre voix et défendre un principe de justice », a-t-elle ajouté. Pour clore la rencontre, Hamdi Yahdhih a insisté sur la nécessité de maintenir une rigueur dans la narration et la production d'informations. « Résister, c'est aussi observer et raconter la réalité de la lutte sahraouie avec précision. Produire une information fiable est notre devoir face à l'oubli et à l'indifférence », a-t-il affirmé. Cette conférence, à la croisée du politique et du culturel, a rappelé que la résistance sahraouie se joue aussi dans la parole, l'écriture et la mémoire.

16

Alger

16°

Ouargla

21°

Oran

18°

Constantine

12°

05:46

12:31

15:25

17:49

19:11

Séisme de magnitude 6,7 au large du Japon

Hier, une alerte au tsunami a été déclenchée dans la préfecture d'Iwate, au Japon, à la suite d'un séisme de magnitude 6,7 sur l'échelle de Richter, survenu au large du nord-est du pays. Selon l'Agence météorologique japonaise (JMA), une vague de seulement 10 centimètres a été observée dans le port d'Ofunato, dans la préfecture d'Iwate, à 17 h 39. À 17 h 12, l'agence signalait l'observation d'un faible tsunami à 70 kilomètres de la côte d'Iwate, alors que les autorités locales prévoyaient initialement des vagues d'un mètre de haut. Le séisme, qui s'est produit à 17 h 03, a été ressenti dans les villes de Morioka, de Yahaba (préfecture d'Iwate) et de Wakuya (préfecture de Miyagi). L'East Japan Railway a indiqué que le train Tohoku Shinkansen avait subi une brève panne de courant et que les opérations avaient été suspendues entre les gares de Sendai et de Shin-Aomori.

Les 32^{es} de finale de la Coupe d'Algérie de football 2025-2026 fixés aux 4, 5, et 6 décembre

Les 32^{es} de finale de la Coupe d'Algérie de football 2025-2026 se joueront les 4, 5, et 6 décembre prochain, selon le calendrier dévoilé dimanche par la Ligue de football professionnel (LFP). Les matchs des 16^{es} de finale sont programmés, quant à eux, les 11, 12, et 13 décembre, précise la même source. Le tirage au sort de « Dame Coupe » sera effectué le jeudi 27 novembre. Pour rappel, la dernière étape du tour régional, qui sera marquée par la participation des 32 équipes de Ligue 2 amateur, se déroulera les 14 et 15 novembre 2025. L'USM Alger est détentrice de la Coupe d'Algérie saison 2024-2025, après s'être imposée face au CR Belouizdad (2-0), en finale disputée le 5 juillet 2025, au stade Nelson-Mandela de Baraki.

Le bilan de l'agression sioniste s'alourdit à 69 176 martyrs

L'agression génocidaire menée par Israël contre la bande de Ghaza a fait 69 176 martyrs et 170 690 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué hier par les autorités sanitaires palestiniennes. Les corps de sept martyrs ainsi que cinq blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 24 heures, précise la même source, notant que de nombreux corps de victimes se trouvent encore sous les décombres. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre, 241 Palestiniens sont tombés en martyrs et 619 autres ont été blessés, tandis que les corps de 528 martyrs ont été récupérés, a ajouté la même source.

Arrestation de cinq personnes pour vol de magasins à Béjaïa

La cinquième Sûreté urbaine de Béjaïa a réussi à démanteler un groupe de cinq personnes spécialisées dans les vols de magasins. Les services de police ont récupéré une grande quantité de téléphones portables volés, ainsi qu'un véhicule et une moto qui ont été utilisés lors du braquage.

Journées de formation au profit des employés du ministère des Affaires religieuses

La première session de formation aux techniques d'intervention et aux premiers secours, destinée aux agents de prévention, aux gardiens et aux agents d'accueil, a débuté hier, 9 novembre 2025, au siège du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs. Ces formations s'étaleront par groupes, du 9 au 27 novembre 2025, sous l'égide de la sous-direction de l'amélioration du niveau et sous la supervision de Bilal Ben Yamina, ingénieur et chef du bureau de maintenance et d'entretien, sous l'autorité du conseiller du ministre, chargé de la sécurité intérieure.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION /Lundi 10 Novembre 2025//N° 1201// PRIX 20DA

Il veut un groupe mature et ambitieux Bougherra fixe ses priorités et affiche ses choix

À quelques jours des deux matchs amicaux face à l'Égypte, le sélectionneur de l'équipe nationale A', Madjid Bougherra, s'exprime sur ses objectifs, les joueurs clés qu'il entend aligner et la situation de Youcef Belaïli. Pour le technicien, la défense du trophée et la préparation optimale de la Coupe arabe sont une priorité, tout en mêlant expérience et fraîcheur au sein du groupe.

Par Marouane A

Le sélectionneur de l'équipe nationale A', Madjid Bougherra, s'est exprimé hier lors d'une conférence de presse tenue au stade Nelson-Mandela de Baraki. À l'approche de la double confrontation amicale face à l'Égypte, l'entraîneur s'est longuement attardé sur ses choix sportifs, ses objectifs pour la Coupe arabe de la FIFA 2025 au Qatar et la situation de Youcef Belaïli. Bougherra a d'abord souligné l'importance stratégique de ce rendez-vous régional : « Le football ne pardonne pas, et nous savons que le public aspire à nous voir conserver le trophée. L'édition à venir n'aura rien à voir avec celle de 2021. Cette fois, on nous attend au tournant. Chaque adversaire voudra faire tomber l'Algérie. Malgré cela, nous sommes résolus à défendre notre couronne et à offrir de la joie à notre peuple. » Pour le coach, cette compétition constitue également une vitrine exceptionnelle pour les joueurs du continent et du monde arabe. Interrogé sur les figures majeures qu'il espère intégrer à son effectif, Bougherra a dévoilé plusieurs noms : « J'ai placé Slimani, Bedrane et Boudebouz dans la même catégorie que Sayoud ou Brahimi. Ce tournoi exige des hommes d'expérience, des joueurs capables d'assumer les responsabilités dans les moments clés. » Une manière d'affirmer sa volonté de bâtir un groupe marquant maturité et fraîcheur, apte à rivaliser avec les meilleures formations arabes. Le sélectionneur n'a pas

non plus éludé la question brûlante concernant Youcef Belaïli, laissé de côté lors de la dernière liste du coach Petkovic. Fidèle à son style direct, Bougherra a clarifié les choses : « Pour moi, Belaïli n'est pas écarté. Il est pleinement en mesure de disputer la CAN avec la sélection A. Un joueur de son talent doit naturellement se trouver avec l'équipe première. Avec M. Petkovic, nous avons prévu une réunion après la fenêtre FIFA de novembre. Nous y déterminerons qui ira à la CAN et qui pourra participer à la Coupe arabe. Je vous l'avoue, j'attends cette réunion avec beaucoup d'intérêt. » Une déclaration qui témoigne du statut singulier de l'ailier de l'EST, dont l'influence demeure centrale malgré les débats autour de sa constance. Concernant les deux matchs amicaux face à l'Égypte, Bougherra a évoqué un test déterminant : « Affronter l'Égypte est toujours particulier. C'est l'une des équipes les plus solides de la région et un des sérieux prétendants au titre. Cette double confrontation constituera une préparation idéale. » Ce rassemblement de novembre servira ainsi de baromètre pour évaluer l'état de forme de la sélection A'. Des changements restent possibles, et des ajouts de dernière minute, comme Bougherra, Ounas ou même Belaïli, ne sont pas exclus. Le technicien

algérien souhaite garder toutes les portes ouvertes jusqu'au bout, afin de figer son groupe dans les meilleures conditions. Rien n'est joué, et les dernières impressions pourraient bien redistribuer les cartes.

M.A.



Tacherift reçoit le moudjahid Abdallah Debbagh, dernier membre du commando des hommes-grenouilles durant la Révolution

Le ministre des Moudjahidine et des Ayant droit, Abdelmalek Tacherift, a reçu, dimanche à Alger, le moudjahid Abdallah Debbagh, dernier membre du commando des hommes-grenouilles durant la glorieuse Révolution de Novembre, a indiqué un communiqué du ministère. Ce commando a constitué « l'une des unités spéciales ayant joué un rôle héroïque éminent durant la Révolution de libération nationale, notamment dans les opérations d'approvisionnement en armes et de minage des navires du colonisateur français », précise-t-on de même source. Lors de cette rencontre, le ministre a salué le parcours du moudjahid Abdallah Debbagh, ainsi que les exploits de ce commando qui « a livré des combats remarquables sur des terrains d'action inhabituels, faisant preuve d'un courage et d'un dévouement exemplaires au service de la patrie », soulignant que l'évocation de ces pages reluisantes de l'histoire de la Révolution « constitue un hommage à la génération qui a bâti la gloire et la dignité de l'Algérie, mais aussi un devoir national de la transmettre aux générations successives en vue de préserver la mémoire nationale ».

